

# CONNECTIONS

LE MAGAZINE DU DÉVELOPPEMENT RURAL EUROPÉEN



ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

- TRAVAIL THÉMATIQUE SUR  
« LA TRANSITION VERS L'ÉCONOMIE VERTE »
- AMÉLIORER LA MISE EN ŒUVRE DE LEADER/CLLD
- L'AVENIR DE LA PAC

QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

- UNE POLITIQUE RURALE INTÉGRÉE
- SOUTENIR LA CONTRIBUTION  
DES FEMMES DES ZONES RURALES
- RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS

À LA UNE...

**L'INCLUSION SOCIALE**

## Le Réseau européen de développement rural

Le Réseau européen de développement rural (REDR) est la plateforme qui met en relation les acteurs du développement rural au sein de l'Union européenne (UE). Le REDR contribue à la mise en œuvre efficace des programmes de développement rural (PDR) des États membres en favorisant l'enrichissement et la mise en commun des connaissances, ainsi qu'en facilitant l'échange d'informations et la coopération à travers l'Europe rurale.

Chaque État membre a mis en place un Réseau rural national (RRN) qui réunit les organisations et les administrations actives dans le développement rural. À l'échelon de l'UE, le REDR soutient la mise en réseau de ces RRN, des administrations nationales et des organisations européennes.

Plus d'informations sur le *site web du REDR*  
(<https://enrd.ec.europa.eu/fr>)

***Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses  
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne***

**Numéro gratuit (\*):  
00 800 6 7 8 9 10 11**

(\* Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits  
(sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques)

**Directeur de la publication:** Neda Skakelj, chef d'unité, direction générale de l'agriculture et du développement rural, Commission européenne.

**Rédacteur en chef:** Ed Thorpe, chargé de communication, Point de contact du REDR

Texte manuscrit finalisé en mai 2017. Version originale rédigée en anglais.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur internet, via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2017

ISSN 2443-7336 (print)

ISSN 2443-7395 (web)

© Union européenne, 2017

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement l'opinion des institutions de l'Union européenne.

Le contenu de la publication est donné uniquement à titre d'information et n'est pas juridiquement contraignant.

*Imprimé en Belgique*

IMPRIMÉ SUR DU PAPIER BLANCHI SANS CHLORE (ECF)

Vous pouvez également commander gratuitement un exemplaire papier sur le site internet de la librairie de l'UE –

<http://bookshop.europa.eu> – ou en envoyant une demande à [info@enrd.eu](mailto:info@enrd.eu)

### Remerciements

Auteurs: Ed Thorpe, Veneta Paneva, Roxana Vilcu, Myles Stiffler, Meisoon Nasralla, Enrique Nieto, Elena Maccioni, Aine Macken-Walsh, Andreja Trček, Matej Štepec, Michaela Töröková, Yves Champetier, John Grieve, Peter Rundkvist, Peter Cook, Gabriel O'Connell, Gerallt Llewelyn Jones, Maria Gustafsson, Mario Milouchev, Karl-Heinz Lambertz, Maura Farrell, Marta Rosa, Alan Jagoe, Juha Tenho, Jannes Maes, Alice Cerutti, Radoslaw Nienartowicz, Emma Berglund, Tom Jones, Ryan Howard, Nuala O'Connell, Michael Fischer, Juha-Matti Markkola, Maria Christina Makrandreou, Nils Lagerroth, Thomas Streifeneder.

Mise en page: Benoit Goossens, Tipik

Photo de couverture: Mieke Ebus-Fleuren et Corine Fleuren, finalistes « COPA Innovation Award for Women Farmers » 2016 © Jan Oehlen

# SOMMAIRE

## 3 ÉDITORIAL

## ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

### ACTUALITÉS DU REDR

- 4 7<sup>e</sup> réunion des RRN: liens avec les services de conseils
- 4 L'inclusion sociale dans les zones rurales
- 5 L'innovation entrepreneuriale au service de la revitalisation des zones rurales
- 6 Travail thématique sur « la transition vers l'économie verte »
- 7 Améliorer la mise en œuvre de LEADER/CLLD
- 8 Nouvelles du helpdesk évaluation



### NOUVELLES DU PEI-AGRI

- 9 Groupes de réflexion du PEI-AGRI: une recette pour l'innovation
- 10 L'avenir de la PAC
- 11 De nouveaux financements européens pour le haut débit et l'environnement
- 11 Guides et publications de l'UE
- 12 Infographie – Dépenses publiques prévues par priorité de PDR



## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES



- 14 Le conseiller agricole influent  
Dr Áine Macken-Walsh



- 16 Les GAL slovènes en action  
Andreja Trček et Matej Štepec



- 17 Antennes régionales en Slovaquie  
Michaela Töröková



- 18 Atteindre des résultats à travers le CLLD  
Yves Champetier



- 20 Une nouvelle politique rurale pour la Suède  
Maria Gustafsson





- 21** Le nouveau corps européen de solidarité  
Mario Milouchev



- 22** Une politique rurale intégrée  
Karl-Heinz Lambertz



- 24** Soutenir la contribution des femmes des zones rurales  
Dr Maura Farrell et Marta Rosa



- 26** Renouvellement des générations  
Alan Jagoe



- 28** La sylviculture aux multiples fonctions, à l'instar d'un couteau suisse  
Emma Berglund



21



26

## À LA UNE... L'INCLUSION SOCIALE

### INTRODUCTION

- 29** Les défis de l'inclusion sociale dans l'Europe rurale

### RAPPORT

- 31** Que peut faire LEADER/CLLD?

### INTERVIEW



- 34** Initiatives Jeunesse du South & East Cork Area Development (SECAD), Irlande  
Ryan Howard  
Nuala O'Connell

### INTERVIEW



- 36** Un groupement de RRN sur les migrants et les réfugiés  
Michael Fischer  
Juha-Matti Markkola  
Maria Christina Makrandreou  
Nils Lagerroth

### INTERVIEW



- 38** Innovation sociale dans les zones rurales marginalisées (SIMRA)  
Thomas Streifeneder



31



34

## 39 LIVRES & PUBLICATIONS

## ÉDITORIAL



Au fur et à mesure que nous avançons dans l'année 2017, nombre d'entre nous songent déjà à la prochaine période de programmation. En début d'année, plusieurs parties prenantes du REDR ont déjà saisi la balle au bond pour répondre à la consultation publique de la Commission européenne sur la modernisation et la simplification de la politique agricole commune. Il est néanmoins essentiel de poursuivre nos efforts en exploitant au mieux les opportunités offertes par la politique de développement rural actuelle afin d'apporter des résultats et avantages concrets à nos exploitations agricoles, à nos communautés rurales et à la société en général.

Dans ce numéro de Rural Connections, vous trouverez un aperçu du travail du REDR qui poursuit ses efforts pour améliorer la mise en œuvre des programmes de développement rural à travers l'Europe pour la période 2014-2020. Les « **Actualités et mises à jour** » (pp. 4-13) passent en revue le travail du REDR autour des thèmes de « **l'innovation entrepreneuriale au service de la revitalisation des zones rurales** », de l'amélioration de la « **résilience des exploitations agricoles** » et du « **renouvellement des générations** », sans oublier le soutien à « **la transition vers l'économie verte** » et « **l'amélioration de la mise en œuvre de LEADER/CLLD** ».

Dans ce numéro, vous pourrez également lire les dernières nouvelles et mises à jour des institutions européennes, de divers projets européens, du Helpdesk Évaluation pour le développement rural et du Point de service du PEI-AGRI.

Comme toujours, nous donnons la parole à toute une série d'acteurs dans notre section « **Questions rurales, perspectives rurales** » (pp. 14-28) afin d'illustrer certains thèmes qui suscitent l'intérêt d'un grand nombre de personnes actuellement. Dans ce numéro, nous étudions le rôle du **conseiller agricole**, la place centrale de la **sylviculture** dans le développement rural, les espoirs de **renouvellement des générations** dans l'agriculture, les questions touchant aux **femmes dans les zones rurales**, les espoirs pour une **politique rurale intégrée**, le potentiel du nouveau **corps européen de solidarité** dans les zones rurales, la **réalisation de résultats à travers le CLLD**, une **nouvelle politique rurale pour la Suède** et des **mises à jour des réseaux ruraux nationaux** de Slovaquie et de Slovaquie.

Pour terminer, nous revenons sur le travail du REDR soutenu par le Point de contact dans la section thématique du magazine avec « **À la une... L'inclusion sociale** » (pp. 29-38). Celle-ci s'appuie sur l'atelier du REDR sur l'inclusion sociale qui a eu lieu en février 2017 et offre un **aperçu** des défis de l'inclusion sociale dans l'Europe rurale, des interviews sur l'inclusion des **jeunes**, des **migrants et des réfugiés**, des possibilités **offertes par LEADER/CLLD** en termes d'inclusion sociale et une interview sur **l'innovation sociale**.

Au sein du Point de contact du REDR, nous continuerons d'encourager les acteurs du développement rural à travailler en réseau et à échanger à la fois en tirant parti des programmes actuels et en faisant entendre leur voix de manière efficace dans les débats portant sur l'avenir de ces programmes. Comme toujours, il y a matière à discussion et nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres. Nous sommes là pour apporter notre soutien.

Ed Thorpe

Chargé de communication, PC du REDR  
editor@enrd.eu

## ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

**ACTUALITÉS DU REDR**7<sup>e</sup> réunion des RRN: liens avec les services de conseils

La 7<sup>e</sup> réunion des réseaux ruraux nationaux (RRN) pour la période 2014-2020 s'est déroulée du 15 au 17 mars 2017 aux Açores (Portugal). Elle a principalement porté sur l'amélioration des liens entre les réseaux ruraux et les services de conseils

afin de soutenir plus efficacement les agriculteurs et les bénéficiaires de projets.

Plus précisément, l'événement a rassemblé des représentants de services de conseils agricoles, des unités de soutien du réseau (USR) et des autorités de gestion en vue

d'un échange sur les différents systèmes et modèles de mise en œuvre dans les pays et régions de l'UE.

Par ailleurs, les participants ont abordé les réalisations des divers travaux thématiques des réseaux ruraux; ils se sont demandé dans quelle mesure ceux-ci reflètent la réalité du terrain et comment les utiliser pour améliorer la coopération ainsi que la conception et la mise en œuvre de projets.

Une dernière réunion a permis de réfléchir aux différentes façons dont les USR peuvent soutenir plus efficacement la mise en œuvre de la Déclaration Cork 2.0, et plus précisément, dans quelle mesure leurs activités prévues et en cours contribuent au « plan d'action Cork 2.0 » (voir p.10).

© Cecilia Sanchez, FAO



## L'inclusion sociale dans les zones rurales

Le travail thématique du Point de contact du REDR sur le thème de l'inclusion sociale et de l'évolution démographique dans les zones rurales (voir également les pages 29-38) incluait la réalisation de fiches d'informations et un événement récent sur « les plateformes sociales en Europe rurale » (le 9 février 2017 à Bruxelles, en Belgique).

L'événement était articulé autour des « plateformes d'activités » existantes parmi les membres du réseau sur les thèmes suivants: les femmes; les migrants et les réfugiés; les jeunes; les Roms; et le rôle des arts et de la culture en vue de la promotion de l'inclusion sociale.

## POUR EN SAVOIR PLUS

Visitez la page sur l'inclusion sociale dans la section « Travail thématique du REDR » du site web.

## Renouvellement des générations

Un atelier du REDR sur « Le renouvellement générationnel grâce au développement rural » a récemment permis d'aborder les difficultés rencontrées par les jeunes et les nouveaux agriculteurs, tels que l'accès aux terres, aux financements, aux formations et aux connaissances. L'événement, qui a eu lieu le 25 janvier 2017 à Bruxelles en Belgique, était organisé conjointement par le Point de contact (PC) du REDR et le Conseil européen des jeunes agriculteurs (CEJA).

L'atelier a examiné comment les programmes de développement rural (PDR) pouvaient soutenir le renouvellement générationnel et a identifié une série d'exemples de bonnes pratiques.

Le travail actuel du PC sur ce sujet comprend:

- identifier les manières dont les différentes mesures des PDR peuvent être mises en œuvre efficacement pour faciliter l'accès aux terres, aux financements, aux formations et aux connaissances;
- faciliter la coopération et l'échange d'informations entre les représentants des RRN et les jeunes et nouveaux agriculteurs.

## POUR EN SAVOIR PLUS

Visitez la page sur le renouvellement des générations dans la section « Travail thématique du REDR » du site web.

Groupe de réflexion du PEI-AGRI sur « Les nouveaux agriculteurs » : <http://ec.europa.eu/eip/agriculture/en/content/new-entrants-farming-lessons-foster-innovation-and-entrepreneurship>

## ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

## L'innovation entrepreneuriale au service de la revitalisation des zones rurales

Un séminaire européen organisé par le REDR le 30 mars 2017 à Bruxelles (Belgique) a analysé comment les entreprises rurales, agricoles et non-agricoles, peuvent innover de façon à « créer des conditions propices à la prospérité et à la vitalité futures » dans les zones rurales, tel qu'énoncé dans la Déclaration Cork 2.0.

L'événement a rassemblé plus de 150 acteurs du développement rural afin de réfléchir à :

- la manière dont les politiques et outils de l'UE - comme la numérisation, la spécialisation intelligente, l'innovation sociale et l'entreprise sociale - peuvent contribuer à créer des conditions

propices au soutien et à l'innovation entrepreneuriale ;

- des exemples inspirants d'innovation entrepreneuriale rurale et à la manière dont ceux-ci peuvent être reproduits par le biais des programmes de développement rural (PDR).

Ce séminaire s'inscrit dans le cadre du travail thématique plus général du REDR sur des « Entreprises rurales intelligentes et compétitives » qui comprend, jusqu'à présent, plusieurs réunions d'un groupe thématique mené par les parties prenantes et qui publiera dans les mois à venir des éditions spéciales à la fois de la Brochure des projets du FEADER et de la Revue rurale de l'UE.

 POUR EN SAVOIR PLUS

Visitez la page des Entreprises rurales dans la section « Travail thématique du REDR » du site web.



© Cywain Agriculture

## Comment renforcer la résilience des exploitations agricoles

Un atelier organisé par le REDR le 29 mars 2017 à Bruxelles (Belgique) a examiné la manière dont les PDR peuvent permettre aux agriculteurs de prémunir leurs exploitations contre les risques grâce à l'utilisation et à la combinaison d'une série de mesures, notamment dans la gestion des risques, les services de conseils, le transfert de connaissances, les investissements, l'innovation et la diversification.

L'atelier a conclu que le soutien des PDR pouvait aider les agriculteurs à faire face aux crises du marché et aux défis environnementaux et climatiques grâce à un éventail d'outils. Il a toutefois souligné qu'il était essentiel de coordonner leur mise en œuvre avec les autres politiques pertinentes aux niveaux européen, national et régional. Les autorités de gestion et les groupes de parties prenantes doivent travailler ensemble à l'élaboration de stratégies qui permettent d'apporter une réponse préventive avant qu'une crise n'éclate et doivent aider les agriculteurs à se préparer sur le moyen et le long terme.

3<sup>e</sup> Assemblée des réseaux ruraux

La 3<sup>e</sup> réunion de l'Assemblée des réseaux ruraux a eu lieu le 1<sup>er</sup> décembre 2016 à Bruxelles. Les participants ont cartographié les réponses apportées par les membres des réseaux ruraux suite à la Déclaration Cork 2.0. Ils se sont ensuite penchés sur la « numérisation » dans les zones rurales et sur la manière de la soutenir plus efficacement.

L'Assemblée, l'un des principaux organes de gouvernance des réseaux REDR et PEI-AGRI, a défini les priorités pour la suite du travail, notamment les actions de suivi de Cork 2.0 et comment les groupes de parties prenantes rurales peuvent, chacun à leurs niveaux, faciliter l'adoption de la transformation numérique dans les zones rurales.

 POUR EN SAVOIR PLUS

Plus d'informations sur la gouvernance des réseaux ruraux dans la section « à propos du REDR » du site web.

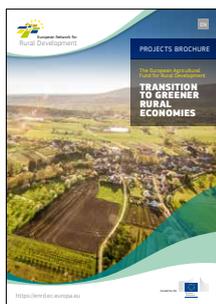
## ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

## Travail thématique sur « la transition vers l'économie verte »

Le travail thématique du REDR sur « la transition vers l'économie verte » a fourni un ensemble de réalisations utiles permettant d'explorer les différentes façons dont la politique de développement rural contribue à améliorer les performances environnementales, et ce, de manière viable d'un point de vue économique et social.

Le travail sur ce thème a inclus les principaux éléments suivants : des réunions d'un groupe thématique (GT) composé de divers représentants des parties prenantes, une édition de chaque brochure des projets du FEADER et de la Revue rurale de l'UE et un séminaire européen.

## LA BROCHURE DES PROJETS DU FEADER



La brochure des projets du FEADER sur « la transition vers des économies rurales plus vertes » étudie l'utilisation des financements de programmes de développement rural (PDR) - cofinancés par le FEADER - par les habitants des zones rurales pour tirer profit des opportunités économiques qui soient durables d'un point de vue environnemental et social.

Les exemples reflètent une partie de l'étendue des approches pertinentes susceptibles de bénéficier d'un soutien au titre des PDR, notamment :

- Vivre de la biodiversité ;
- Faire plus avec moins ;
- Promouvoir le tourisme vert ;
- Générer des énergies renouvelables grâce à la production rurale ;
- Installer des infrastructures pour les énergies renouvelables dans les zones rurales ;
- Coopérer pour une économie plus verte.

## LA REVUE RURALE DE L'UE N°23 SUR « L'ÉCONOMIE VERTE - OPPORTUNITÉS POUR L'EUROPE RURALE »



Le numéro 23 de la Revue rurale de l'UE explore des solutions permettant de combiner viabilité sociale et environnementale et croissance économique dans les zones rurales d'Europe.

Cette publication met en valeur certaines opportunités offertes aux zones rurales par une transition vers l'économie verte, comme la transition vers une économie

à faible intensité de carbone ainsi que des exploitations agricoles et forestières plus durables. Elle examine aussi les aspects pratiques des projets d'économie verte et comment la coopération peut contribuer à fournir de meilleurs résultats.

Du début à la fin, la publication examine comment les PDR peuvent soutenir plus efficacement les efforts dans ces domaines.

## AUTRES RÉALISATIONS THÉMATIQUES

Un séminaire du REDR sur le thème « promouvoir la transition vers l'économie verte » a rassemblé plus de 70 acteurs à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> juillet 2016.

L'événement avait pour objectif d'élaborer et d'échanger des propositions concrètes afin que les PDR aident les acteurs ruraux à tirer pleinement profit de toutes les opportunités offertes par une « économie verte ».

Parmi les autres réalisations thématiques résultant du travail du groupe thématique, ou créées en vue de son soutien, citons : un document de travail et un rapport final, une fiche d'information et cinq études de cas issues des programmes de développement rural de Finlande, Irlande, Pays de Galles (R.-U.), Émilie-Romagne (Italie) et Basse-Saxe et Brême (Allemagne).



## L'ACTUELLE PRIORITÉ « VERTE » SUR L'EFFICACITÉ EN RESSOURCES

Le travail thématique actuel du REDR (2016-2017) se concentre sur la manière dont les PDR peuvent soutenir efficacement les objectifs d'« efficacité en ressources ». Les activités autour de ce thème ont inclus plusieurs réunions d'un groupe thématique et un séminaire européen intitulé « Opportunités et perspectives futures de l'efficacité en ressources dans les zones rurales » (13 juin 2017).

Les prochaines réalisations à ce sujet comprendront des éditions spéciales à la fois de la Brochure des projets du FEADER et de la Revue rurale de l'UE.

## POUR EN SAVOIR PLUS

Visitez les pages « travail thématique du REDR » sur le site web du REDR.

## ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

## Améliorer la mise en œuvre de LEADER/CLLD

Le Point de contact du REDR travaille en permanence pour permettre des échanges entre les parties prenantes en vue d'une mise en œuvre plus efficace de LEADER/CLLD. Le PC a organisé plusieurs événements de renforcement des capacités et de travail en réseau et a encouragé les échanges entre experts sur la coopération transnationale (CTN) et l'innovation LEADER grâce à des groupes de travail mené par les praticiens (GTP).

## ÉVÉNEMENTS LEADER/CLLD

Le séminaire « **Atteindre des résultats à travers le CLLD** » (organisé à Båstad, en Suède, en décembre 2016) a exploré les meilleures utilisations possibles de la méthode du CLLD soutenue au titre des fonds européens pour le développement rural (FEADER), la pêche (FEAMP), le développement régional (FEDER) et social (FSE) - voir aussi pp.18-19.

L'événement a donné naissance à un « **programme d'amélioration** » comprenant des idées phares dans les domaines des « partenariats locaux et de la gouvernance », du « financement, mise en œuvre et reporting », du « travail avec les ressources locales ».

Un atelier sur « **l'extension de l'innovation LEADER** » (organisé en février 2017 à Bruxelles, en Belgique) s'est penché sur les différents moyens dont disposent les groupes d'action locale (GAL) et d'autres acteurs pour renforcer la contribution de LEADER à l'innovation rurale.

Une série d'actions et de recommandations pratiques ont ainsi vu le jour, l'objectif étant d'améliorer les activités d'innovation LEADER afin de mieux répondre aux besoins locaux, notamment en consolidant les liens entre les groupes opérationnels du PEI-AGRI et les stratégies régionales de recherche et d'innovation.

La quatrième réunion du **sous-groupe LEADER** (organisée en février 2017 à Bruxelles, en Belgique) a rappelé l'importance des échanges et du travail en réseau pour une mise en œuvre plus efficace et innovante, en se basant sur les messages d'événements tels que Cork 2.0, LEADER/CLLD 2020+ d'ELARD et « atteindre des résultats à travers le CLLD ».

## TRAVAIL MENÉ PAR LES PRATICIENS

Le groupe de travail mené par les praticiens, axé sur la coopération, avec le soutien du Point de contact du REDR, a fourni un ensemble de bonnes pratiques et de propositions concrètes en vue d'une CTN efficace. Le travail du groupe servira de base à la prochaine mise à jour du Guide de la DG AGRI sur les activités de coopération LEADER.

Un second GTP a été instauré récemment dans le cadre de l'événement « Extension de l'innovation LEADER » (voir ci-dessus). Il étudiera, échangera et formulera des recommandations visant à renforcer le modèle et les outils d'innovation LEADER et s'assurer que ces derniers répondent aux besoins des bénéficiaires.

LAG Database				Country
Search in the LAG Database <input type="text"/> <input type="button" value="Search"/>				<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Austria 77</li> <li>▶ Belgium 25</li> <li>▶ Bulgaria 40</li> <li>▶ Croatia 54</li> <li>▶ Estonia 26</li> <li>▶ Germany 321</li> <li>▶ Latvia 35</li> <li>▶ Lithuania 49</li> <li>▶ Luxembourg 5</li> <li>▶ Poland 322</li> <li>▶ Romania 238</li> <li>▶ Slovenia 37</li> <li>▶ Spain 78</li> <li>▶ Sweden 48</li> <li>▶ The Netherlands 20</li> </ul>
Total results: 1376.				
Country	LAG name	Main ESI Fund	ESIF Programme	
Austria	Nordburgenland Plus	European Agricultural Fund for Rural Development (EAFRD)	Rural Development Programme - National	
Austria	Mittelburgenland Plus	European Agricultural Fund for Rural Development (EAFRD)	Rural Development Programme - National	
Austria	Südburgenland Plus	European Agricultural Fund for Rural Development (EAFRD)	Rural Development Programme - National	

## MISE À JOUR DE LA BASE DE DONNÉES DES GAL

La base de données des GAL accessible sur le site web du REDR reprend actuellement **plus de 1 400 GAL** financés dans le cadre des programmes de développement rural (PDR) de **16 pays de l'UE**.

La base de données des GAL continuera à se développer pour inclure les coordonnées d'autres groupes locaux, notamment ceux opérant au titre des fonds de la pêche (FEAMP), du développement régional (FEDER) et social (FSE).

Les ajouts à la base de données comprendront des informations plus détaillées sur les GAL et un outil interactif de **recherche de partenaires de coopération** pour permettre et faciliter la coopération interrégionale et transnationale.

 POUR EN SAVOIR PLUS

- Voir la page « coopération LEADER » et la section des événements passés sur le site web du REDR.
- Voir les propositions de coopération du GTP sur : [http://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/leader\\_pwg\\_cooperation\\_proposals.pdf](http://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/leader_pwg_cooperation_proposals.pdf)
- Voir également la déclaration de Tartu d'ELARD « Renouveler l'approche LEADER/CLLD pour 2020+ » : <http://www.elard.eu/uploads/tartu-declaration-leader-clld2020.pdf>

## ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

**NOUVELLES DU HELPDESK  
ÉVALUATION**EUROPEAN  
EVALUATION  
HELPDESK  
FOR RURAL DEVELOPMENT

## Préparer l'évaluation de l'innovation des PDR 2014-2020

Pour la période de programmation actuelle, l'accent a été mis sur l'innovation afin d'atteindre les objectifs durables tant au niveau des PDR que de l'UE. Le cadre politique du développement rural suit une approche globale de l'innovation, tout en prenant en compte les spécificités de chaque État membre. Afin de répondre aux questions relatives à l'innovation des PDR, il faut bien comprendre dans quelle mesure leurs interventions contribuent à l'innovation rurale, et plus précisément, aux objectifs des PDR en encourageant l'innovation technologique, institutionnelle et sociale.

**ÉVALUER L'INNOVATION POUR  
GARANTIR LA RÉALISATION DES  
OBJECTIFS DE L'UE**

Trois raisons principales justifient le besoin d'évaluation des interventions visant à stimuler l'innovation :

1. la responsabilité et la transparence ;
2. cibler efficacement le soutien ;
3. offrir un apprentissage commun.

La responsabilité des interventions de développement rural repose sur une présentation des avancées et résultats réalisés pour atteindre les objectifs des politiques. La responsabilité dépendra de l'évaluation des ressources et veillera à

déterminer si elles ont été dépensées et utilisées de la manière la plus efficace et efficiente possible.

L'évaluation de l'innovation peut aider les parties prenantes des PDR à cibler plus efficacement leur soutien afin d'atteindre les objectifs stratégiques du programme. Les résultats de l'évaluation visent à simplifier l'identification des meilleurs bénéficiaires, territoires, activités, coûts et budgets du programme.

L'évaluation permet d'établir un cadre d'apprentissage commun entre les parties prenantes pour réaliser l'innovation. Evaluer la réussite ou l'échec d'une intervention qui entend insuffler une dynamique de l'innovation offre un « cadre d'apprentissage commun » qui profitera à tous les acteurs intéressés lors de l'échange des connaissances.

**REPORTING SUR L'INNOVATION**

Pour mesurer la réalisation de ces objectifs de l'UE, les États membres doivent répondre aux questions concernant l'évaluation des interventions en matière d'innovation. Les principales étapes du reporting sur les résultats de l'évaluation de l'innovation figurent dans les rapports annuels améliorés sur la mise en œuvre (RAMO) soumis en 2017,

2019 et dans le rapport d'évaluation ex-post. Ces évaluations démarrent avec le RAMO amélioré soumis en 2017. Elles se fondent les unes sur les autres pour devenir de plus en plus exhaustives et couvrir un large éventail de domaines au fil du temps. (voir le graphique).

**LANCEMENT DU GROUPE DE TRAVAIL  
THÉMATIQUE POUR L'ÉVALUATION DE  
L'INNOVATION**

Le Helpdesk Évaluation européen a mis en place un groupe de travail thématique (GTT) « évaluation de l'innovation des PDR 2014-2020 » visant, d'une part, à assurer la compréhension commune des besoins en vue de l'évaluation de l'innovation et, d'autre part, à guider les parties prenantes dans la préparation d'informations essentielles pour répondre aux QEC (Questions d'évaluation communes). La principale réalisation de ce GTT consistera en un document d'orientation non-contraignant et simple d'utilisation, développé en collaboration avec des experts en évaluation.

Les lignes directrices seront publiées au second semestre 2017 et refléteront le cadre juridique commun européen ainsi que les divers besoins des acteurs des États membres concernant la préparation, la tenue et le reporting de l'évaluation de l'innovation.

**RAMO 2017**

Quantification des réalisations du programme en rapport avec l'innovation, plus particulièrement en répondant aux QEC 1, QEC 2 et QEC 21 et leurs indicateurs respectifs.

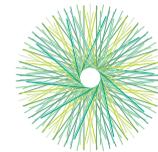
**RAMO 2019**

Vérification des avancées de l'innovation en tant qu'objectif transversal du programme et sa contribution à la réalisation de l'objectif principal de l'UE en matière d'innovation et de la croissance intelligente grâce, entre autres, à l'évaluation des contributions nettes du programme en faveur de l'innovation en répondant aux QEC 23 et QEC 30.

**EX POST 2024**

Résultats de l'évaluation de l'efficacité, de l'efficience, de l'impact et des réalisations du PDR en lien avec les objectifs de l'UE 2020 en matière d'innovation et l'objectif transversal de R&D en termes d'innovation également. Réponses aux QEC1, QEC2, QEC21, QEC23, QEC30 et ainsi qu'aux QE spécifiques au programme, conclusions, recommandations et en rapport avec l'innovation.

## NOUVELLES DU PEI-AGRI



eip-agri  
AGRICULTURE & INNOVATION

### Groupes de réflexion du PEI-AGRI: une recette pour l'innovation

#### POUR: TOUTE PERSONNE IMPLIQUÉE DANS L'INNOVATION DES SECTEURS AGRICOLE ET SYLVICOLE

##### Ingrédients:

- 1 question spécifique portant sur une problématique à laquelle sont confrontés les praticiens de l'agriculture;
- 20 experts en la matière sélectionnés par des candidatures soumises via [www.eip-agri.eu](http://www.eip-agri.eu)

Pour de meilleurs résultats, assurez-vous que vos experts proviennent d'un large éventail de pays de milieux différents. Plus la diversité sera grande, plus votre groupe de réflexion sera de qualité.

##### MÉTHODE

Rassemblez les experts dans une pièce. Demandez-leur de parler du problème et de faire part de leur propre expérience et expertise.

Répétez cette opération deux fois par an et vous obtiendrez ainsi un rapport final qui sera produit par votre groupe de réflexion.

##### Suggestions de présentation:

- Idées pour les groupes opérationnels
- Besoins en recherche en fonction de la pratique
- Solutions pratiques à un problème spécifique

Ces résultats peuvent concerner la production, la préparation, la consommation, les transports ou beaucoup d'autres questions.

##### DIFFÉRENTS « PARFUMS » DISPONIBLES

Cinq nouveaux groupes de réflexion du PEI-AGRI ont été lancés en 2016 sur les sujets suivants:

- Utilisation agronomique de substances nutritives recyclées
- Mobilisation durable de la biomasse forestière
- Systèmes de production laitière solides et résistants
- Agrosylviculture: intégrer la végétation boisée à des systèmes de culture et d'élevage spécialisés
- Maladies et nuisibles dans la viticulture

Le mois de février 2017 a vu le lancement de deux nouveaux groupes de réflexion sur:

- De nouveaux outils et pratiques sylvicoles en vue de l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ce phénomène
- Des pâturages pour piéger le carbone



#### Vous êtes l'ingrédient clé

Les groupes de réflexion ont besoin de votre expertise. Vous pouvez vous joindre à un groupe de réflexion en répondant spontanément à l'appel d'experts qui est annoncé sur le site [www.eip-agri.eu](http://www.eip-agri.eu) et via la newsletter mensuelle.

Les résultats des groupes de réflexion sont publiés sous de nombreux formats différents: du rapport final aux brochures, en passant par les fiches d'information d'une page. Tous ces documents sont disponibles gratuitement. Si vous souhaitez traduire l'un de nos documents, veuillez nous contacter à l'adresse [servicepoint@eip-agri.eu](mailto:servicepoint@eip-agri.eu).

#### POUR EN SAVOIR PLUS

Vous trouverez plus d'informations sur le travail des groupes de réflexion ainsi que sur leurs résultats prévus dans la charte et la brochure des groupes de réflexion du PEI-AGRI.

Tous les groupes de réflexion possèdent leur propre page sur le site web du PEI-AGRI. Vous trouverez tous les résultats sur: <https://ec.europa.eu/eip/agriculture/en/content/focus-groups>.

## ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

## ACTUALITÉS DE L'UE

## L'avenir de la PAC

Une série d'initiatives et d'actions axées sur le renforcement des résultats de la politique agricole commune (PAC) et la définition des futurs domaines prioritaires à améliorer ont été lancées début 2017.

- Une **consultation publique sur l'avenir de la PAC** menée entre février et mai 2017. Une participation importante des parties prenantes a été enregistrée avec plus de 320 000 réponses provenant de toute l'Europe. Les résultats de la consultation alimenteront une communication de la Commission qui doit être publiée avant la fin de l'année et qui traitera des performances actuelles de la PAC et des solutions de politiques possibles pour l'avenir.
- Un document établissant une « **action de l'UE pour des villages intelligents** » a été lancé par la Commission européenne en avril 2017. Il instaure une série d'initiatives pertinentes dans les domaines des politiques de développement rural européen, de développement régional, de la recherche, des transports, de l'énergie et du numérique. Les actions spécifiques mises en



valeur incluent des plateformes d'échanges, des opportunités de financement, des activités de renforcement des capacités, des événements, un travail thématique et des projets de recherche.

- Un « **Plan d'action Cork 2.0** » dresse la carte des activités à venir et passées à travers l'UE pour mettre en œuvre chacune des dix orientations politiques de la Déclaration Cork 2.0. Publié en mars 2017 par la DG AGRI, ce plan d'action a été conçu comme un document évolutif rassemblant des initiatives pertinentes. La DG AGRI invite les organisations à faire part de leurs initiatives et événements pertinents à [conference@ec.europa.eu](mailto:conference@ec.europa.eu).

 POUR EN SAVOIR PLUS

Plan d'action Cork 2.0: [http://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/events/2016/rural-development/cork-action-plan\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/events/2016/rural-development/cork-action-plan_en.pdf)

Action de l'UE pour des villages intelligents:

[https://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/rural-development-2014-2020/looking-ahead/rur-dev-small-villages\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/rural-development-2014-2020/looking-ahead/rur-dev-small-villages_en.pdf)

Consultation de la PAC: [https://ec.europa.eu/info/news/high-participation-public-consultation-future-common-agricultural-policy\\_en](https://ec.europa.eu/info/news/high-participation-public-consultation-future-common-agricultural-policy_en)

## La recherche européenne axée sur l'alimentation et l'agriculture

Un certain nombre de projets européens de recherche et d'innovation financés au titre du programme Horizon 2020 et du 7<sup>e</sup> PC ont produit plusieurs ressources utiles pour conforter une agriculture intelligente et améliorer les performances de la PAC.

- **Technologies intelligentes**: le projet « **Internet of Food and Farm 2020** » vise à accélérer l'adoption de « l'internet des objets » dans les chaînes agricoles et alimentaires européennes; **smart AKIS** propose une plateforme en ligne gratuite facilitant l'utilisation des technologies agricoles intelligentes.
- **Services intelligents**: le projet **RECAP** développe une plateforme numérique pour la prestation de services publics et le contrôle du respect des obligations de la PAC; **PRO-AKIS** a produit une série de documents sur les systèmes d'information pour les services de soutien et de conseil agricoles; et **AgriSpin** a rassemblé des exemples de bonnes pratiques de systèmes d'innovation et de soutien pour l'agriculture européenne.

- **Bio-économie intelligente**: plusieurs projets (**EuroPruning**, **ITAKA**, **GrassMargins**, **OPTIMISC**, **LogistEC**, **MultiBioPro**, **OPTIMA**) ont travaillé au développement de solutions innovantes en faveur d'une bio-économie de l'Europe.



## ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

## De nouveaux financements européens pour le haut débit et l'environnement

La Commission européenne et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont récemment annoncé le lancement de deux nouvelles initiatives de financement européen visant à soutenir les infrastructures de haut débit et les projets d'adaptation à la nature et au climat.

Le « **Fonds en faveur du haut débit au titre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe** » aboutira à la création d'une plateforme d'investissement combinant engagements privés et publics pour financer des projets en faveur du haut débit à petite échelle et à haut risque dans les zones mal desservies d'Europe dont

plusieurs sont susceptibles de se trouver en zones rurales. Le nouveau fonds entend financer 7 à 12 projets entre son lancement effectif mi-2017 et 2021.

La « **Bank on Nature** » devrait fournir des prêts et des investissements sur mesure à plus de 30 entreprises axées sur la nature en Europe dans des secteurs tels que la sylviculture, la gestion de l'eau, la pêche durable et le tourisme. Il s'agit du premier accord de prêt soutenu par le Mécanisme de financement du capital naturel visant à renforcer les investissements dans la biodiversité et l'adaptation au changement climatique.

 POUR EN SAVOIR PLUS

Fonds en faveur du haut débit au titre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe :

[http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-16-4351\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-16-4351_fr.htm)

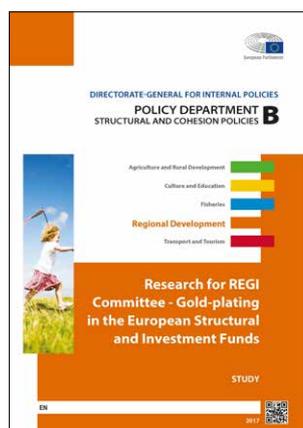
Mécanisme de financement du capital naturel : <http://www.eib.europa.eu/products/blending/ncff/index.htm>



## Promouvoir les produits agroalimentaires de l'UE

Un outil en ligne gratuit visant à faciliter l'accès des producteurs et des PME agroalimentaires européens aux nouveaux marchés hors de l'UE est à présent disponible. L'outil est conçu comme un guichet unique proposant des informations sur l'accès aux nouveaux marchés d'exportation et les opportunités de financement européens pour les programmes de promotion. Il propose aussi une fonction de recherche de partenaires de projet. Plus d'informations sur <http://ec.europa.eu/chafea/agri/>

## Guides et publications de l'UE



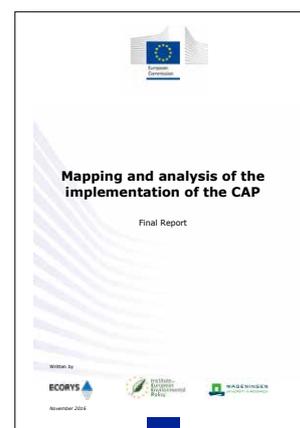
ISBN 978-92-846-0244-5

L'étude aborde la présence, les raisons et les effets de la « sur-réglementation » dans les Fonds ESI et propose des solutions et recommandations pour la réduire, à la fois pour la période de programmation 2014-2020 et celle post-2020.



ISBN 978-92-79-60979-4

Ce manuel recouvre : les processus d'implication des parties prenantes, les principes de bonne gouvernance, la sélection de projets, la coopération transnationale et le contrôle des stratégies de spécialisation intelligente au sein des régions de l'UE.



ISBN 978-92-79-54679-2

L'étude examine les décisions de mise en œuvre des pays en rapport avec les paiements directs aux agriculteurs et les mesures de développement rural. Elle fournit ensuite des recommandations pour l'avenir de la PAC.

## ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

## Infographie – Dépenses publiques prévues par priorité de PDR

Les Etats membres et les régions de l'UE conçoivent leurs programmes de développement rural (PDR) de manière à répondre à leurs besoins spécifiques. L'appui dont les mesures individuelles des PDR bénéficient au titre de chaque priorité des politiques de développement rural de l'UE fournit une bonne représentation des approches stratégiques utilisées pour atteindre les objectifs des politiques (voir aussi le numéro de *Rural Connections* du printemps 2016, p.13). Tous les graphiques se basent sur les fonds programmés par les autorités de gestion dans leurs PDR (dépenses publiques prévues) à partir de mars 2016.

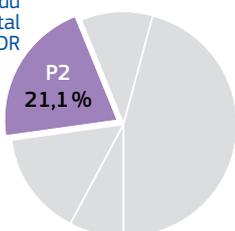
**Mesures des PDR pour 2014-2020:**

- M01: Transfert des connaissances et actions d'information
- M02: Services de conseils
- M03: Projets de qualité
- M04: Investissements dans des biens matériels
- M05: Réparation des dégâts et actions de prévention
- M06: Développement agricole et entrepreneurial
- M07: Service de base et rénovation des villages
- M08: Investissements dans les zones forestières
- M09: Groupes et organisations de producteurs
- M10: Agri-environnement-climat
- M11: Agriculture biologique
- M12: Natura 2000 et la directive cadre sur l'eau (DCE)
- M13: Régions soumises à des contraintes naturelles
- M14: Bien-être des animaux
- M15: Forêt-environnement-climat
- M16: Coopération
- M17: Gestion des risques
- M18: Paiements complémentaires à la Croatie
- M19: LEADER/CLLD

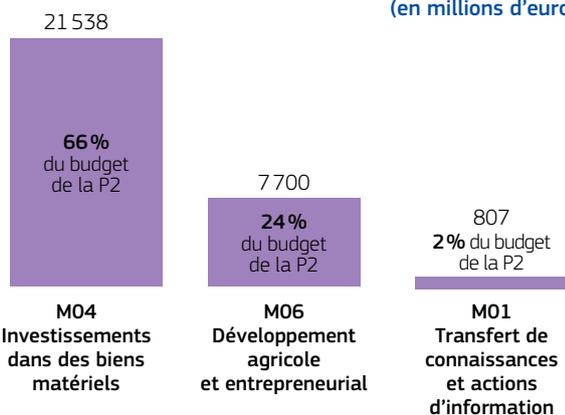
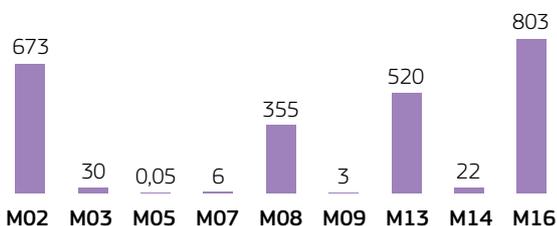
**PRIORITÉ 2**

VIABILITÉ ET COMPÉTITIVITÉ  
DES EXPLOITATIONS  
AGRICOLLES (32,5 MRD EUR)

Proportion du  
budget total  
des PDR

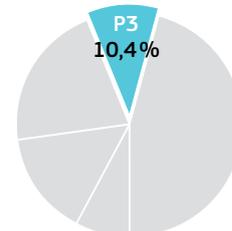
**Top trois des mesures contributives**

(en millions d'euros)

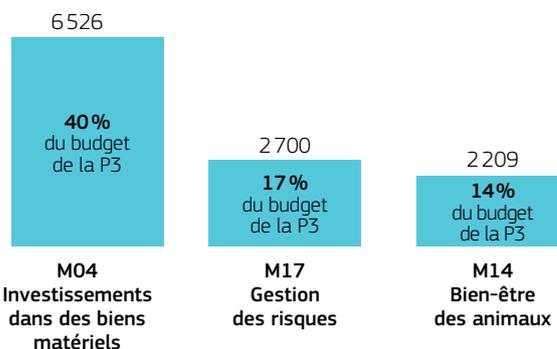
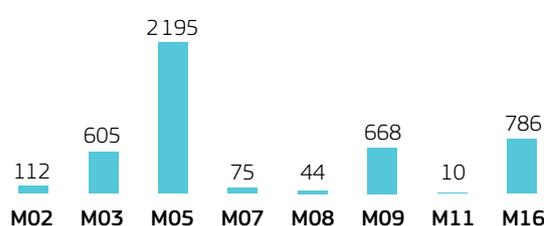
**Autres mesures contributives** (en millions d'euros)**PRIORITÉ 3**

ORGANISATION DE  
LA CHAÎNE ALIMENTAIRE  
ET GESTION DES RISQUES  
(16,1 MRD EUR)

Proportion du budget  
total des PDR

**Top trois des mesures contributives**

(en millions d'euros)

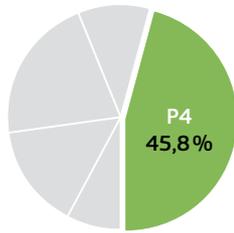
**Autres mesures contributives** (en millions d'euros)

ACTUALITÉS ET MISES À JOUR

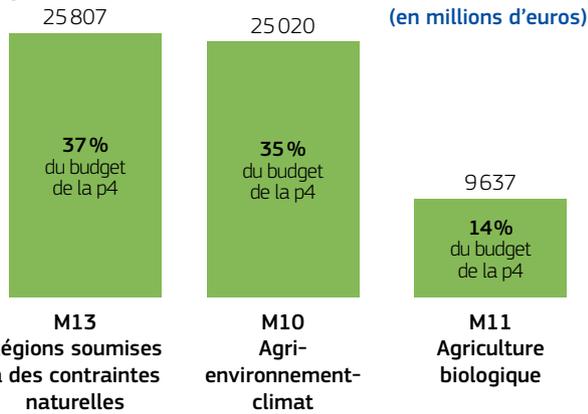


**PRIORITÉ 4**  
RESTAURER, PRÉSERVER  
ET RENFORCER  
LES ÉCOSYSTÈMES  
(70,7 MRD EUR)

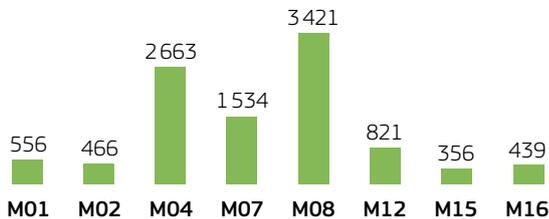
Proportion du budget total des PDR



**Top trois des mesures contributives**

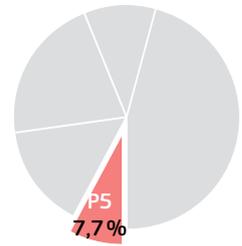


**Autres mesures contributives** (en millions d'euros)

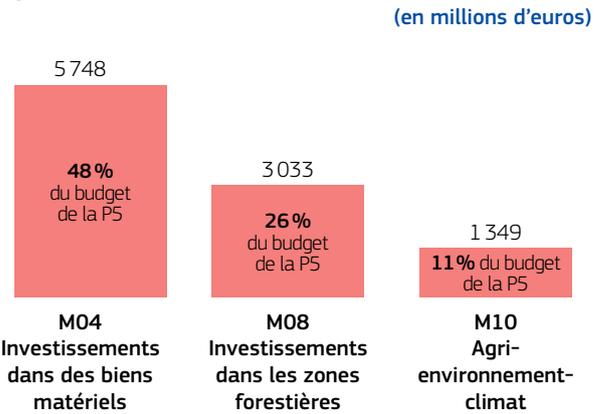


**PRIORITÉ 5**  
UTILISATION EFFICACE DES  
RESSOURCES ET ÉCONOMIE  
RÉSILIENTE FACE AU  
CHANGEMENT CLIMATIQUE  
(11,9 MRD EUR)

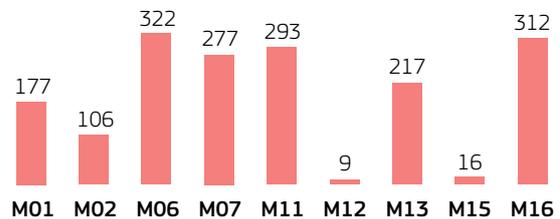
Proportion du budget total des PDR



**Top trois des mesures contributives**

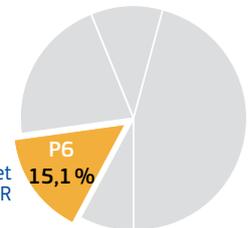


**Autres mesures contributives** (en millions d'euros)

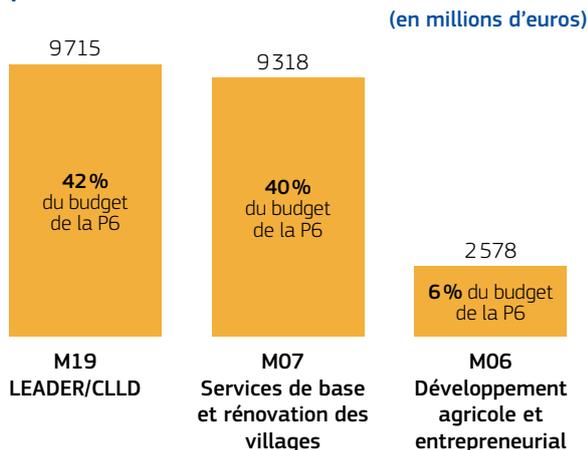


**PRIORITÉ 6**  
INCLUSION SOCIALE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (23,3 MRD EUR)

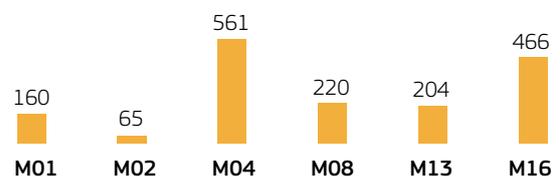
Proportion du budget total des PDR



**Top trois des mesures contributives**



**Autres mesures contributives** (en millions d'euros)



## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

## Le conseiller agricole influent

**Dr Áine Macken-Walsh**

Dans cet article, je vais vous présenter un aperçu du programme de recherche sociologique<sup>(1)</sup> de Teagasc, lequel a souligné que le conseiller influent possédait non seulement une expertise technique, mais aussi une bonne compréhension de la culture agricole, de la mentalité des clients agriculteurs et une sensibilité à la diversité des mentalités dans la communauté agricole.



**Le Dr Áine Macken-Walsh** est chargé de recherche principal pour le programme de développement et d'économie rurale (PDER) à Teagasc, en Irlande.

[aine.mackenwalsh@teagasc.ie](mailto:aine.mackenwalsh@teagasc.ie)

#### FACTEURS DE MOTIVATION: ARGENT, FIERTÉ ET RELATIONS

La sociologie consiste à étudier les tendances comportementales au sein de la société. La recherche sociologique auprès des agriculteurs a souligné que ces derniers n'étaient pas seulement motivés par l'argent. En effet, d'autres formes de « capital » sont également des facteurs clés de motivation, notamment le capital culturel (ce dont les agriculteurs sont fiers - par exemple, leurs terres) et le capital social (la valeur des relations).

La connaissance de ces motivations permet aux conseillers d'être mieux informés dès le départ lorsqu'ils travaillent avec des agriculteurs, évitant ainsi le piège de l'hypothèse selon laquelle les agriculteurs ne sont motivés que par l'argent.

#### CONNAISSANCES DES AGRICULTEURS: FAITS, TRADITIONS ET HABITUDES

Frank Vanclay, professeur de géographie culturelle à l'Université de Groningen nous rappelle que « les agriculteurs ont leurs propres connaissances ». Dans l'esprit des agriculteurs, « la science et les applications qui en découlent ne sont pas automatiquement légitimes et crédibles ».<sup>(2)</sup> Ses recherches ont trouvé écho auprès des conseillers agricoles impliqués dans le travail de recherche de Teagasc.

(1) Financé par Teagasc; projet de bourse Walsh de Teagasc; Fonds de stimulation pour la recherche du Département irlandais de l'alimentation agricole et maritime.

(2) « Social Principles for Agricultural Extension to Assist in the Promotion of Natural Resource Management », Australian Journal of Experimental Agriculture, 2004, p.220.

Les connaissances des agriculteurs définissent leur manière d'interpréter et de se familiariser à de nouvelles connaissances. Ainsi, le fait d'influencer les agriculteurs peut impliquer le développement de nouvelles connaissances, mais peut aussi modifier leurs connaissances actuelles. Pour ce faire, il est important de comprendre dès le départ quelles sont les connaissances des agriculteurs dans certains domaines spécifiques. La recherche de Teagasc<sup>(3)</sup> a identifié trois grandes catégories de connaissances que les agriculteurs détiennent:

1. Les agriculteurs émettent des « affirmations scientifiques » qui ne correspondent pas toujours aux connaissances scientifiques. Le fait d'entreprendre des recherches pour identifier les affirmations des agriculteurs peut permettre d'identifier les différences et les lacunes qui, à leur tour, permettront d'identifier les opportunités d'échanges de connaissances ciblées.
2. Les « codes culturels » sont les traditions ou les histoires qui se transmettent et qui peuvent influencer fortement les agriculteurs. Lorsque les conseillers interagissent avec les agriculteurs et leur présentent de nouvelles connaissances, il est important d'avoir conscience des codes culturels et histoires existants. De telles histoires peuvent être identifiées par le conseiller comme sujets de discussion et peuvent contenir des enseignements qui soient utiles et informatifs pour le travail du conseiller.
3. La connaissance des « habitudes et routines » des agriculteurs est nécessaire pour comprendre comment de nouvelles connaissances peuvent s'intégrer dans leurs pratiques actuelles. De nouvelles habitudes et routines réalisables peuvent être créées conjointement par les agriculteurs et les conseillers grâce à de véritables processus d'échange des connaissances au niveau de l'exploitation agricole.

#### ACTEURS: QUI A DE L'INFLUENCE ET POURQUOI?

Nos recherches à Teagasc<sup>(4)</sup> ont démontré que les connaissances des pairs étaient souvent perçues par les autres agriculteurs comme crédibles, utiles, fiables – et donc influentes – car fondées sur des expériences concrètes et pratiques.

(3) « Using Sociology to Enhance Herd Health Interventions », Teagasc REDP WP Series, 2016.

(4) « An Actor-Oriented Approach to Understanding Dairy Farming in a Liberalised Regime: a Case Study of Ireland's New Entrant Scheme Land Use Policy », Elsevier, 2016.



© teagasc

*Le conseiller agricole influent comprend et travaille en partenariat avec les agriculteurs.*

Les membres de la famille ont une influence particulièrement forte sur les principaux choix stratégiques de l'exploitation agricole, telles que les décisions de faire de gros investissements financiers. Cela reflète souvent la confiance des exploitations agricoles familiales à l'égard de l'engagement, du travail et des ressources des membres de la famille au sens large.

Lorsque les acteurs « experts » ou « professionnels » étaient impliqués, nous avons remarqué que les agriculteurs ne voyaient pas d'un bon œil les comportements contraignants – d'autant plus lorsque les acteurs essaient de leur vendre quelque chose ou de profiter matériellement des décisions particulières prises par les agriculteurs. Même constat lorsque les conseillers tentent d'imposer un programme particulier, même si ce dernier est documenté par des « bonnes pratiques » scientifiques.

D'autre part, lorsque les relations entre les agriculteurs et les professionnels se caractérisent par des échanges équilibrés et personnalisés, elles peuvent avoir une influence très importante sur les décisions des agriculteurs.

En conclusion, nous avons remarqué que si les agriculteurs n'ont pas suffisamment confiance dans le soutien apporté par les conseillers pour se lancer dans de grands changements au niveau de leur exploitation agricole, ils sont peu enclins à se lancer dans une telle entreprise.<sup>(5)</sup> (5)

### LE CONSEILLER COMME MÉDIATEUR

Nos recherches se sont concentrées sur le rôle du conseiller en tant que médiateur. Nous avons examiné les « ingrédients » des groupes de discussion entre pairs qui ont porté leurs fruits, du point de vue des agriculteurs. Les principaux facteurs de l'apprentissage dépendent de la qualité et de la pertinence des informations canalisées dans le groupe

ainsi que de la manière dont les réunions de groupe sont modérées et organisées.<sup>(6)</sup>

Les dynamiques relationnelles au sein du groupe sont également cruciales. Afin d'envisager des solutions, les agriculteurs doivent se sentir suffisamment en sécurité au sein du groupe pour révéler la nature des problèmes auxquels ils sont confrontés. On a également relevé un sens aigu de solidarité démontré par la volonté des agriculteurs de s'entraider lorsque l'occasion se présente.

Le rire et l'amusement au sein du groupe peuvent renforcer la dynamique sociale positive et la sensation de bien-être au sein du groupe. La qualité de la collaboration, la confiance, la parité, et l'absence de craintes a également été identifiée comme nécessaire pour un débat ouvert et équilibré.

### CONCLUSION

Le conseiller d'aujourd'hui s'appuie moins sur des formes traditionnelles d'influence telles que « l'information » et tente plus de travailler en « partenariat » avec les agriculteurs. Il faut pouvoir reconnaître l'importance de la diversité de l'innovation tout comme la légitimité des points de vue et connaissances d'un large éventail de parties prenantes.

En « renonçant » aux tentatives traditionnelles d'exercice d'influence - telles que le caractère contraignant et l'instruction - des formes d'influence plus crédibles, efficaces et socialement légitimes peuvent se produire grâce à la parité, aux débats, à la réflexion et à l'apprentissage.

(6) « Discussion Groups: Five Key Ingredients for Success », Irish Farmers Journal, 2016.

#### POUR EN SAVOIR PLUS

- [www.teagasc.ie](http://www.teagasc.ie)
- [www.researchgate.net/profile/Aine\\_Macken-Walsh](http://www.researchgate.net/profile/Aine_Macken-Walsh)

(5) « A Qualitative Study of Irish Beef Farmers' Production Decisions: Summary and Implications for Extension », Teagasc, 2012.

## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

## Les GAL slovènes en action

Andreja Trček et Matej Štepec

En Slovénie, le développement local mené par des acteurs locaux (CLLD) bénéficie de trois financements. Fin octobre 2016, les ministères avaient avalisé l'ensemble des 37 groupes d'action locale (GAL) pour la période 2014-2020, couvrant la totalité du territoire slovène.



**Andreja Trček** est expert LEADER au sein du ministère slovène de l'agriculture, de la sylviculture et de l'alimentation.  
[Andreja.Trcek@gov.si](mailto:Andreja.Trcek@gov.si)

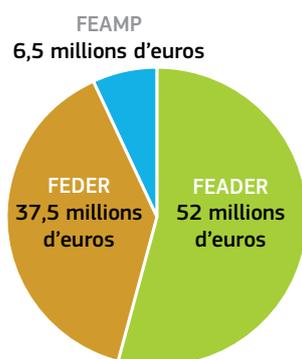


**Matej Štepec** travaille pour l'unité de soutien au réseau rural national slovène au sein du ministère slovène de l'agriculture, de la sylviculture et de l'alimentation.  
[Matej.Stepec@gov.si](mailto:Matej.Stepec@gov.si)

L'approche LEADER a été instaurée en Slovénie pour la période de programmation 2007-2013. Grâce à 33 GAL, plus de 1 400 projets LEADER ont été mis en place sur 95 % du territoire slovène. L'approche LEADER se révèle ainsi être un outil efficace pour la réalisation des objectifs de développement local.

### FINANCEMENT PLURIFONDS DU CLLD EN SLOVÉNIE

La Slovénie soutient désormais l'approche de « développement local mené par des acteurs locaux » (CLLD) en proposant trois financements : 52 millions d'euros au titre du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), 6,5 millions d'euros du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) et 37,5 millions du Fonds européen de développement régional (FEDER).



Source : Ministère slovène de l'agriculture, de la sylviculture et de l'alimentation

Avant fin octobre 2016, les stratégies de développement local (SDL) des 37 GAL avaient été approuvées, couvrant la totalité du territoire slovène. Chaque SDL inclut à la fois le FEADER et le FEDER, et quatre d'entre elles comprennent également le FEAMP.

La combinaison de différents fonds européens par l'intermédiaire du CLLD permet aux groupes locaux de mettre en œuvre des projets complets et plus complexes sans se limiter exclusivement aux zones rurales.

### STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT LOCAL 2014-2020

Lors de la préparation de leurs SDL pour 2014-2020, les partenariats locaux ont dû tenir compte des principaux défis suivants :

1. la création d'emplois ;
2. le développement de services de base ;
3. la protection de l'environnement et la conservation de la nature ;
4. une meilleure inclusion des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables (les chômeurs, les Roms et les personnes âgées).

En pratique, les objectifs des SDL sont principalement axés sur l'augmentation de la compétitivité, l'amélioration de l'autosuffisance locale, la promotion des circuits courts, la lutte contre le chômage élevé et le changement climatique, l'amélioration des services de base (notamment des infrastructures locales), la protection de l'environnement et des ressources naturelles, ainsi que la promotion de l'inclusion sociale.

Une fois leurs SDL approuvées, les GAL se voient accorder le droit d'obtenir des financements de chaque fonds européen approprié. Ceux-ci sont attribués sur la base de critères précis, comme la superficie couverte par le GAL, le nombre d'habitants vivant sur ce territoire et le niveau de développement de la zone.

Les GAL choisissent les opérations à financer - en utilisant la sous-mesure « soutien pour les opérations de mise en œuvre des stratégies de développement local » - sur la base des critères de sélection définis dans leurs SDL. Les premières opérations ont déjà été sélectionnées par les GAL et soumises à l'organisme payeur pour approbation finale.

Fin décembre 2016, le ministère de l'agriculture, de la sylviculture et de l'alimentation a publié le premier appel à projets de coopération qui a été ouvert le 31 mars 2017. Les premières décisions d'approbation sont attendues dans les quatre mois suivant la date de clôture.

**POUR EN SAVOIR PLUS**

Réseau rural national de Slovénie : [www.program-podezelja.si/en/national-rural-network](http://www.program-podezelja.si/en/national-rural-network)

## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

## Antennes régionales en Slovaquie

Michaela Töröková

Le réseau rural national slovaque se compose d'une unité centrale et de huit branches régionales appelées « antennes régionales ».



**Michaela Töröková** travaille pour l'unité de soutien au réseau rural national slovaque.  
[torokova@arvi.sk](mailto:torokova@arvi.sk)

La structure de chaque réseau rural national varie d'un pays à l'autre à travers l'Union européenne. Nous souhaiterions vous présenter le fonctionnement du réseau rural national slovaque.

**LE RÉSEAU RURAL NATIONAL SLOVAQUE**

La structure hébergeant le RRN slovaque pour la période 2014-2020 est l'Agence slovaque de développement rural (ARVI) relevant du ministère de l'agriculture et du développement rural, tout comme pour la période de programmation précédente.

ARVI opère depuis 20 ans. Actuellement, ses fonctions principales consistent à : collecter, analyser et diffuser des informations relatives aux PDR, fournir un feedback sur les PDR aux autorités de gestion, soutenir les activités menant au développement durable et socio-économiquement équilibré des zones rurales, et proposer des activités de conseil aux acteurs existants ou potentiels des PDR.

**L'UNITÉ DE SOUTIEN AU RÉSEAU RURAL**

Le soutien et l'animation du RRN sont assurés par une unité centrale et huit branches régionales appelées « antennes régionales ». Chaque antenne a été sélectionnée et approuvée par le ministère de l'agriculture et du développement rural de Slovaquie.

L'unité centrale se trouve à Nitra, à environ 100 km de la capitale, Bratislava. Les huit antennes régionales décentralisées se situent dans les régions de Bratislava, Trnava, Nitra, Trenčín, Banská Bystrica, Žilina, Prešov et Košice.

Les membres de l'unité centrale de soutien du RRN slovaque ainsi que les membres des antennes constituent une seule équipe qui garantit une coopération qui s'appuie sur une communication régulière, le partage d'informations et une collaboration étroite pour des activités conjointes et décidées de commun accord.

**L'IMPORTANCE DES ANTENNES RÉGIONALES**

Les activités des antennes régionales sont en tous points similaires aux activités de l'unité centrale. Les principaux objectifs sont les suivants : la collecte et la diffusion d'informations, les activités éducatives et d'information, la coopération nationale et internationale et la promotion des activités relatives aux PDR.

Les antennes régionales sont essentielles pour la mise en œuvre de nos PDR car elles sont plus proches des bénéficiaires que l'unité centrale. Elles leur prêtent une oreille attentive et comprennent leurs besoins. Les antennes jouent donc un rôle essentiel dans l'approche ascendante en Slovaquie.

Elles servent à communiquer des messages et proposer des idées à l'unité centrale et à l'autorité de gestion, tout en les informant de besoins spécifiques. Le rôle de l'unité centrale est d'utiliser ces informations et d'aider à faire le lien entre tous les intervenants et les parties prenantes, mais aussi de maintenir la coopération et la collaboration au niveau national et international.



Les antennes régionales peuvent aider à communiquer aux acteurs locaux les possibilités offertes par les PDR.

© Ekoslov Consulting

 POUR EN SAVOIR PLUS

[www.nsrv.sk](http://www.nsrv.sk)

## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

# Atteindre des résultats à travers le CLLD

**Yves Champetier**

J'ai eu la chance d'avoir pu directement observer l'évolution de LEADER au cours des 25 dernières années et d'avoir partagé les réussites et les défis de cette grande initiative. Le chemin parcouru est impressionnant.



**Yves Champetier** (AEIDL) est un expert thématique du REDR et ancien directeur de l'Unité de coordination de LEADER I et de l'Observatoire de LEADER II.  
[info@aeidl.eu](mailto:info@aeidl.eu)

## UN POTENTIEL INEXPLOITÉ

À u départ d'une « initiative communautaire » – une expérience impliquant un nombre relativement restreint de zones rurales – le concept de Développement local mené par des acteurs locaux (CLLD) a désormais élargi l'approche LEADER pour couvrir pratiquement toutes les zones rurales de l'UE, presque toutes les zones côtières et un certain nombre de zones et de districts urbains.

Plusieurs milliers d'acteurs locaux participent ainsi à la mise en œuvre de Stratégies de développement local (SDL) qui ont fait l'objet d'importantes recherches et réflexions collectives. Un phénomène qui libère un potentiel énorme pour le dynamisme de nos territoires et pour l'Europe.

Cependant, il faut faire plus pour permettre à LEADER/CLLD de libérer le potentiel créatif de ces groupes locaux! Il reste des défis importants à surmonter.

Le retard dans le lancement de plusieurs programmes de 2014-2020 a récemment constitué un problème significatif. Début décembre 2016, seuls 1 800 groupes locaux sur environ 3 000 bénéficiant du soutien au titre du CLLD des Fonds structurels et d'investissement européens avaient été sélectionnés. Moins de 1 000 avaient entamé la mise en œuvre des projets.

De plus, les interruptions entre les périodes de programmation ont entraîné un renouvellement important des équipes d'animation et de gestion ainsi qu'une perte d'élan pour certains GAL qui avaient été resélectionnés.

La charge administrative demeure également un problème. Tandis que des efforts de simplification ont été entrepris au niveau européen, notamment un travail de simplification des nouvelles propositions du REDR et de la Commission européenne, davantage de progrès sont nécessaires, notamment aux niveaux national et régional.

Un dialogue renforcé entre les groupes LEADER et les autorités de gestion peut être la clé pour aider à identifier et mobiliser les moyens permettant de libérer le potentiel d'innovation des groupes locaux.

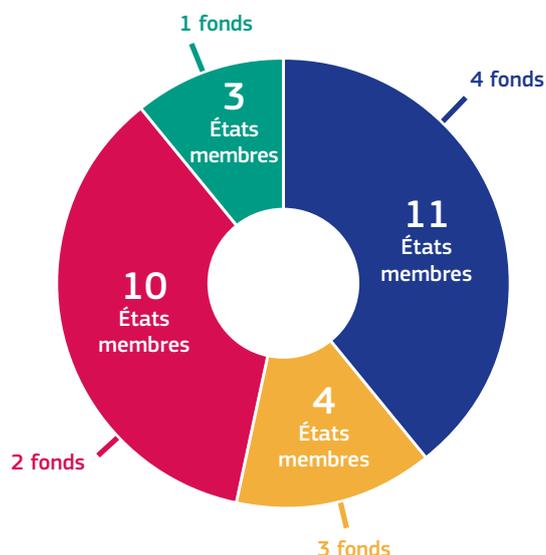
## MAXIMISER LA CRÉATIVITÉ

LEADER n'est pas un distributeur d'argent ou un niveau administratif supplémentaire. Les GAL devraient plutôt être considérés comme des groupes de réflexion se penchant sur l'avenir de leurs territoires et les défis auxquels ils sont confrontés. Nous devons penser à une manière différente de communiquer pour impliquer le plus grand nombre possible d'acteurs locaux dans le processus, intégrer de nouvelles voix et points de vue et promouvoir la créativité, la coopération et l'entrepreneuriat.

La priorité doit être accordée aux initiatives citoyennes avec une dimension collective qui renforcent les connexions locales et les innovateurs locaux, lesquels réinventent l'économie territoriale. Les efforts doivent être axés sur la recherche de potentiel dans de nouveaux domaines tels que l'économie collaborative, partagée, sociale, verte ou circulaire.

Il s'agit d'une vaste entreprise mais, à mes yeux, elle est essentielle. De cette manière, le CLLD peut soutenir à la fois la transformation territoriale et les types de transitions écologique, énergétique et sociale dont l'Europe a cruellement besoin.

## Financement plurifonds du CLLD dans l'UE





**John Grieve**  
Point de contact du REDR

Plus de 130 représentants des réseaux ruraux nationaux, autorités de gestion, groupes d'action locale et des services de la Commission des quatre fonds ESI se sont réunis à Båstad, dans la région suédoise de Skane, les 7 et 8 décembre 2016 pour échanger sur la production de résultats « à la manière du CLLD ».

Un des messages clés est que LEADER a été perçu comme révolutionnaire à son démarrage mais qu'il semble désormais absorbé par la bureaucratie. Certains ont expliqué que: « nous devons faire en sorte que la méthode donne des résultats, mais nous devons d'abord nous assurer que la méthode soit utilisée ».

Les participants ont échangé sur le « programme d'amélioration » de la méthode LEADER/CLLD dans trois domaines principaux:

1. **Les partenariats locaux et la gouvernance** pourraient être améliorés en favorisant et renforçant la collaboration entre les parties prenantes, s'écartant de la sorte de l'approche hiérarchique du CLLD. Le développement et la mise en œuvre d'un plan de communication du CLLD pourraient renforcer la compréhension entre les différents niveaux, tandis que des réunions régulières présidées indépendamment entre les AG et les GAL pourraient aider à établir la confiance.
2. **Le financement, la mise en œuvre et le reporting** pourraient être améliorés en définissant un ensemble simple de règles de mise en œuvre au niveau de l'UE ainsi qu'un organe de mise en œuvre pour le CLLD au niveau des autorités de gestion. En outre, à court terme, les échanges entre groupes de travail ainsi qu'un travail d'harmonisation et davantage de flexibilité pourraient améliorer les systèmes de mise en œuvre.
3. **Travailler avec les ressources locales** signifie établir la confiance et permettre une véritable prise de décision par les locaux dans un esprit de coresponsabilité. Pour ce faire, il est important de former les parties prenantes locales tout au long de la mise en œuvre et de communiquer efficacement. L'innovation locale est primordiale, mais pour y parvenir, les échecs doivent aussi être autorisés et ce, tant qu'ils se basent sur la transparence, la confiance et l'apprentissage.



**Gerallt Llewelyn Jones**  
GAL Menter Mon, Pays de Galles, R.-U.

Le CLLD a deux significations: l'innovation locale (petites choses) et le développement progressif (grandes choses).



**Peter Rundkvist**  
GAL Längs Göta Älv, Suède

Je pense que le financement plurifonds du CLLD devrait être mieux adopté et synchronisé au niveau local. Il s'agit d'une idée mise en lumière par la conférence de manière très constructive et encourageante. L'échange direct de points de vue et d'expériences entre les services de la Commission et les représentants des GAL a été un véritable bond en avant!



**Peter Cook**  
Opportunity North East, R.-U.

Le CLLD doit être flexible tout en tenant compte des besoins locaux, mais il doit aussi permettre la prise de risque et l'apprentissage par les erreurs. Le « sommet » doit accorder plus de liberté à la « base » et assouplir les contrôles. Pour prendre davantage de risques, nous pouvons rechercher de l'argent du secteur privé - avec des financements participatifs par exemple - pour compléter les financements de l'UE.



**Gabriel O'Connell**  
GAL Monaghan, Irlande

Il faut accorder une plus grande place au travail en réseau européen dans le CLLD, permettant l'osmose des idées, des concepts et des méthodes de travail.

## POUR EN SAVOIR PLUS

Consultez les présentations, les résultats et les fiches d'information du séminaire du REDR « Atteindre des résultats à travers le CLLD : mettre en pratique la méthode » : [http://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/achieving-results-clld-way-putting-method-work\\_fr](http://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/achieving-results-clld-way-putting-method-work_fr)  
Dont un résumé de l'événement en quatre pages : [http://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/s3\\_clld-highlights.pdf](http://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/s3_clld-highlights.pdf)

## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

# Une nouvelle politique rurale pour la Suède

**Maria Gustafsson**

Pour la première fois depuis mes trente années passées à travailler au développement rural, la Suède a enfin la chance de mettre en œuvre une politique de développement rurale cohérente.



**Maria Gustafsson** est la responsable de l'Unité de soutien au réseau rural national suédois et ancienne membre provisoire du secrétariat de la Commission parlementaire suédoise sur le développement rural.

[Maria.Gustafsson@jordbruksverket.se](mailto:Maria.Gustafsson@jordbruksverket.se)

## VERS UNE POLITIQUE RURALE COHÉSIVE

C'est une grande nouvelle pour la Suède : la commission parlementaire a soumis à l'unanimité 75 propositions pour une nouvelle politique rurale nationale. Ces propositions jettent les bases d'une Suède plus cohésive dans laquelle chacun, où qu'il vive, puisse bénéficier de tout ce qui est nécessaire pour vivre.

Il s'agit là de nouveaux développements essentiels, car jusqu'à présent, le développement rural a été relativement négligé et relégué au second plan des politiques régionales et agricoles. Ces nouvelles propositions offrent la chance de mettre en œuvre une véritable politique de développement rural cohérente en Suède.

En développant ses propositions, la commission parlementaire a repris certains messages clés de la Déclaration Cork 2.0. Elle a reconnu que les zones rurales offraient un certain nombre de solutions aux défis de l'avenir, environnementaux et économiques notamment, mais que cela n'était possible que si les conditions de vie et de travail nécessaires étaient réunies dans ces zones.

Le fait de s'attaquer aux écarts grandissants au niveau de l'accès aux services publics dans différentes parties du pays peut avoir des retombées importantes sur la confiance en la société et en la démocratie, et contribue à rétablir le « contrat social » entre les citoyens et le secteur public.

## LES NOUVELLES PROPOSITIONS

Les 75 mesures proposées se complètent mutuellement, la plupart visant à améliorer l'accès aux infrastructures numériques, aux besoins de connaissances et de travail, à l'intégration des chaînes de production mondiales et à de plus grands marchés. Les mesures visent également

à améliorer l'accès aux soutiens d'investissements financiers, aux services, au transport, etc.

La plupart des mesures proposées couvrent l'ensemble de la Suède rurale, mais certaines s'adressent uniquement aux régions les plus reculées et les moins peuplées avec les défis démographiques, d'emploi et de création d'entreprises les plus importants.

Les mesures proposées suivent une approche intersectorielle cruciale nécessitant davantage de coordination entre les services et de coopération entre les acteurs des différents secteurs.

Parmi ces mesures, quatre visent à améliorer les conditions de la société civile pour contribuer au développement rural. Les autres ont pour but d'accroître les connaissances des besoins ruraux et sensibiliser aux conséquences du développement et de la mise en œuvre de diverses politiques pour les zones rurales.

Avant de soumettre un projet de loi au Parlement, le gouvernement suédois a invité un grand nombre de parties prenantes à donner leur avis sur la nouvelle politique proposée. Le Réseau rural national (RRN) a apporté sa contribution en facilitant les dispositifs pour le dialogue.

En tant qu'ancienne membre temporaire du secrétariat de la commission, je suis ravie de voir que les parties prenantes ont fait preuve d'un vif intérêt pour participer à la consultation et que beaucoup approuvent la majorité des propositions soumises.

 POUR EN SAVOIR PLUS

[http://www.sou.gov.se/wp-content/uploads/2017/01/SOU-2017\\_1\\_tryck.pdf](http://www.sou.gov.se/wp-content/uploads/2017/01/SOU-2017_1_tryck.pdf)

## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

# Le nouveau corps européen de solidarité

**Mario Milouchev**

Le Corps européen de solidarité est une nouvelle initiative de l'Union européenne visant à créer des possibilités de volontariat ou de travail pour les jeunes dans des projets de solidarité, dans leur propre pays ou à l'étranger, qui bénéficient tant aux communautés qu'aux citoyens de toute l'Europe.



**Mario Milouchev** est le Directeur en charge de l'inclusion dans les zones rurales (Directorat E: Programmes de développement rural et aide à la préadhésion) au sein de la DG Agriculture et développement rural de la Commission européenne.  
[mario.milouchev@ec.europa.eu](mailto:mario.milouchev@ec.europa.eu)

## UNE NOUVELLE INITIATIVE DE L'UE

Jean-Claude Juncker, le Président de la Commission européenne, a annoncé la création d'un nouveau Corps européen de solidarité en septembre 2016: « Les jeunes européens pourront se porter volontaires pour venir en aide aux personnes qui en ont le plus besoin, pour répondre à des situations de crise, telles que la crise des réfugiés ou les récents tremblements de terre en Italie ».

L'initiative vise à apporter un soutien à la communauté, lequel se fonde sur la notion de solidarité qui est l'un des principes fondamentaux de l'Union européenne. Elle apportera également plusieurs avantages directs à tous les jeunes qui auront la chance de pouvoir faire la différence, développer leurs compétences et vivre une expérience humaine sans précédent.

Le Corps européen de solidarité envisage d'engager 100000 jeunes âgés de 18 à 30 ans dans des expériences de volontariat, de stage, d'apprentissage ou de travail en Europe d'ici 2020. Les projets de solidarité peuvent durer entre 2 et 12 mois.

## LE POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT RURAL

Plusieurs domaines d'activités possibles du Corps européen de solidarité sont pertinents pour les objectifs européens de développement rural. Par exemple, les volontaires peuvent participer à la protection de l'environnement, la conservation des sites Natura 2000, l'aide et l'intégration des migrants et des réfugiés, la prévention des catastrophes naturelles et l'aide à la fourniture de produits alimentaires et non-alimentaires.



© Corps européen de solidarité

Un grand nombre de jeunes européens sont concernés par les aspects sociaux et désireux de contribuer de façon significative à la société et de faire preuve de solidarité.

Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) est l'un des fonds de l'UE qui contribuera à la mise en œuvre de l'initiative.

Il cofinance en particulier un appel spécifique pour les jeunes au volontariat environnemental avec le Programme LIFE de l'UE pour la protection de l'environnement et l'action pour le climat.

Il existe également un potentiel pour les initiatives individuelles financées au titre des programmes de développement rural (PDR) pour engager les participants du Corps européen de solidarité - par exemple via les mesures pour la coopération, les services de base et la rénovation des villages et ainsi que l'assistance technique.

Une opportunité particulièrement intéressante qui devrait émerger au cours des prochains mois et années n'est autre que la possibilité offerte aux Groupes d'action locale (GAL) LEADER d'engager des jeunes dans des projets de solidarité dans leur région.

## SE PENCHER SUR 2018+

La Commission européenne étudie comment établir un système approprié de programmes avec une gestion partagée afin de bénéficier du soutien des participants au Corps européen de solidarité de 2018. Elle s'appuie en partie sur une consultation ciblée ouverte jusqu'en avril 2017.

Une fois que le nouveau cadre juridique 2018+ sera instauré, nous allons préparer un document consultatif sur l'utilisation possible du Corps européen de solidarité dans le cadre des programmes de développement rural.

Je suis décidé à faire de cette initiative une réussite dans les zones rurales européennes, mais cela ne pourra se faire qu'avec le soutien des acteurs du développement rural européen.

ENSEMBLE, faisons de cette initiative une réussite!

POUR EN SAVOIR PLUS

[https://europa.eu/youth/solidarity\\_en](https://europa.eu/youth/solidarity_en)

## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

# Une politique rurale intégrée

Karl-Heinz Lambertz

Pour le Comité des régions, ce n'est que par une approche intégrée des politiques publiques que pourront être relevés les défis économiques, environnementaux et sociaux qui se posent à chaque territoire européen et plus particulièrement aux territoires ruraux.



**Karl-Heinz Lambertz** est le Vice-Président du Comité des Régions.  
[karl-heinz.lambertz@cor.europa.eu](mailto:karl-heinz.lambertz@cor.europa.eu)

## ACCROÎTRE LE SOUTIEN FINANCIER DE L'UE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT RURAL

Une étude<sup>(1)</sup> du Comité des Régions sur les budgets européens consacrés au développement rural montre qu'ils sont très insuffisants au regard du poids des zones rurales en Europe. Mais plus inquiétant qu'ils sont passés de 17.1% du budget européen pour la période de programmation 2007-2013 à seulement 12.2% dans cette période de programmation 2014-2020.

Nous demandons une augmentation du budget FEADER pour contrebalancer la concentration croissante des productions agricoles engendrant de fortes disparités régionales. Cette augmentation doit être orientée prioritairement vers la promotion de l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales qui ne bénéficient pour le moment que de 15% des fonds FEADER.

Dans le cadre d'une agriculture compétitive et multifonctionnelle, une place importante doit être accordée à la diversification. Mais la multifonctionnalité de l'agriculture n'est pas une réponse suffisante. Dans les zones à dominante rurale, 82% de l'emploi et 95% de la valeur ajoutée proviennent de secteurs non agricoles. Les autres secteurs socioprofessionnels doivent en effet être mobilisés pour un développement durable, diversifié et équilibré de la société rurale.

Il est en plus essentiel de maximiser l'impact des projets de développement local. LEADER est pratiquement le seul instrument qui soutient l'emploi et maintient le tissu économique et social vivant dans des zones rurales. Néanmoins, seulement 7% de l'enveloppe

FEADER sont programmés pour l'approche LEADER, ce qui est insuffisant pour proposer un plan de relance des investissements dans les zones rurales.

## INSÉRER LE RURAL DANS TOUTES LES POLITIQUES EUROPÉENNES

Les besoins des territoires ruraux dépassent largement ce que peut faire la politique développement rural toute seule. Comme a indiqué la Déclaration de Cork 2.0 en septembre dernier: la politique de développement rural doit être prise en compte dans toutes les politiques européennes.

C'est particulièrement le cas pour les politiques structurelles qui devraient faire du développement rural leur objectif prioritaire conformément à l'objectif de cohésion territoriale inscrit dans le Traité de Lisbonne.

Il est urgent de réorienter les fonds FEDER vers les zones rurales. Les premières estimations montrent que seuls 11,6% du budget FEDER seraient consacrés aux zones rurales dans la période de programmation actuelle (contre 25,8% dans la précédente période), alors qu'elles représentent 52% du territoire européen.

Une des premières priorités devrait être l'accès à des réseaux de télécommunications à haut débit qui est un facteur clé de compétitivité et de croissance économique.

Il faut aussi rapidement améliorer l'offre de formation professionnelle dans les zones rurales. Seulement 7% du FES sont consacrés aux zones rurales dans la période de programmation 2014-2020 (contre 9% dans la précédente période), ce qui est notoirement insuffisant pour répondre aux besoins de ces territoires et pour lutter contre l'exode rural et le vieillissement de la population agricole.

(1) <http://cor.europa.eu/en/documentation/studies/Documents/Evolution-Budget-Dedicated-Rural-Development-Policy.pdf>

Ces demandes doivent être prises en compte dans la mesure du possible dans le cadre de la révision à mi-parcours du Cadre Financier Pluriannuel et dans leur intégralité dans la programmation post 2020.

### FAVORISER UNE APPROCHE TERRITORIALISÉE

Au-delà des moyens budgétaires disponibles, il est en plus indispensable de favoriser une approche territorialisée dans le cadre des programmes opérationnels. Celle-ci permettra une exécution beaucoup plus efficace de la politique de cohésion et de mieux rejoindre les objectifs de la stratégie Europe 2020.

#### Le «facteur rural» de toutes les politiques de l'UE

La nouvelle Déclaration de Cork 2.0 comporte une proposition concrète très importante et susceptible d'avoir une incidence significative sur les zones rurales: le «test rural», dont l'objectif est de procéder systématiquement à l'examen d'autres politiques macroéconomiques et sectorielles en tenant compte du facteur rural.

Pour le Comité européen des régions, il est essentiel de doter le test rural d'un plan d'action opérationnel en ce compris des mesures concrètes sur la manière de le mettre en œuvre.

Le Cadre Stratégique Commun et les contrats de partenariat sont deux innovations intéressantes du nouveau cadre des politiques européenne. Néanmoins, l'atteinte des objectifs du développement rurale se trouve fortement handicapée par une approche sectorielle dominante.

Par exemple, l'interdépendance rural-urbain est souvent reconnue comme une donnée majeure à prendre en compte, mais ne bénéficie d'aucune politique de l'UE.

Le développement local mené par les acteurs locaux (CLLD) et les Investissements Territoriaux Intégrés (ITI) restent les seules dispositions du règlement qui prévoient de réelles synergies pour une application conjointe des fonds structurels. Mais la mise en œuvre de ces principes reste un défi majeur, en particulier dans certains domaines stratégiques qui prennent traditionnellement peu en compte les spécificités territoriales.

En plus, la conception et la mise en œuvre d'une véritable stratégie de développement rural basée sur une approche territoriale intégrée suppose également des moyens humains dont les territoires les plus en difficulté peuvent manquer. Il faudra prévoir des moyens suffisants pour renforcer les capacités des acteurs locaux et leur permettre d'élaborer et de mettre en œuvre leur stratégie locale.

### CONCLUSIONS

Rencontrer les objectifs de la Stratégie 2020 tout en maintenant la cohésion territoriale en Europe ne saurait réussir sans associer aux efforts tous les potentiels de croissance, y compris ruraux.

J'ai pu constater avec une grande satisfaction que les préoccupations et les positions de la société civile rejoignent celles des autorités locales et régionales et en grande partie également celle du Parlement Européen. Cela confirme qu'il est urgent de prendre des engagements concrets pour le développement des zones rurales en Europe. C'est pourquoi nous soutenons la demande d'agenda rural de l'Intergroupe parlementaire « Zones rurales, de montagne et isolées » (RUMRA).

Il est indispensable et urgent de diversifier les points d'entrée et d'insérer le rural dans toutes les politiques européennes, comme c'est le cas actuellement pour les villes.

Ce chemin ne sera pas facile à emprunter car il doit surmonter de nombreux obstacles liés à la taille des projets ruraux et aux préjugés, mais il permettra d'assurer une meilleure connexion et intégration des activités rurales avec les autres.

La valeur ajoutée et le potentiel de créativité et d'innovation que peuvent apporter les territoires ruraux sont considérables, mais leurs contributions à la croissance sont sous-exploitées.

#### POUR EN SAVOIR PLUS

<http://cor.europa.eu/en/policies/agricultural-rural-development/Pages/agricultural-rural-development.aspx>

## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

# Soutenir la contribution des femmes des zones rurales

Dr Maura Farrell et Marta Rosa

Le travail, l'esprit d'innovation et les réalisations entrepreneuriales des femmes des zones rurales sont absolument essentiels à la viabilité et au progrès futurs de ces régions. Le rôle des femmes engagées au sein des communautés rurales ou dans des activités entrepreneuriales doit être mieux reconnu et elles doivent pouvoir bénéficier d'un soutien ciblé, au titre des programmes de développement rural (PDR).



**Maura Farrell** est directrice « Rural Sustainability » chez NUI Galway and Research Partner, associé au Réseau rural national irlandais.  
[maura.farrell@nuiagalway.ie](mailto:maura.farrell@nuiagalway.ie)

## LE RÔLE DES FEMMES DANS LES ZONES RURALES

Les femmes jouent depuis toujours un rôle majeur dans le développement et la viabilité du secteur agricole et des zones rurales en général. Malgré cela, leur rôle et leur contribution – dans les exploitations agricoles ou en-dehors – reste sous-estimé et minimisé.

De récentes études ont mis en évidence une forte augmentation du nombre de femmes des zones rurales exerçant un emploi ou participant à la production sur un pied d'égalité avec les hommes. À l'heure actuelle, 30% des gestionnaires agricoles de l'UE sont de sexe féminin et en 2014, le secteur de l'agriculture était le septième plus grand employeur de femmes dans l'UE.

Les femmes jouent un rôle pivot dans les exploitations familiales qui dominent encore le secteur agricole européen aujourd'hui.<sup>(1)</sup> Elles sont souvent agricultrices ou s'occupent des aspects commerciaux liés à la promotion de la diversification de l'agriculture.

Il ne faut toutefois pas en oublier l'importance considérable de leur travail non-agricole pour la survie des exploitations familiales, essentiel pour la sécurité des familles d'agriculteurs. Les femmes sont particulièrement douées pour le développement des

projets polyvalents qui mettent en pratique le concept d'économie éco-sociale circulaire.

D'une manière générale, leur contribution à l'économie rurale est de plus en plus importante, en particulier en tant que moteurs de l'innovation. Elles sont de plus en plus nombreuses à être économiquement actives dans des secteurs comme celui de l'artisanat rural et à participer à diverses formes de travail bénévole, d'innovation sociale ou d'engagement culturel.

Cette évolution est soutenue par le nombre croissant de femmes diplômées de l'enseignement supérieur, des qualifications qui leur offrent en outre des perspectives d'emploi au niveau des postes de direction.

## BARRIÈRES ET OBSTACLES

Il n'empêche que malgré cette évolution positive, les femmes rencontrent toujours de nombreuses difficultés lorsqu'il s'agit d'accéder à l'emploi et/ou de développer leur entreprise rurale.

Le taux de participation des femmes à l'emploi dans les zones rurales reste inférieur à celui des zones urbaines. À cela s'ajoute le fait que de nombreuses femmes n'occupent pas un emploi « officiel » dans l'exploitation familiale. Dès lors, malgré leur contribution sociale et économique, qui prend différentes formes, elles n'acquiescent aucun droit à la protection sociale.

Les agricultrices continuent d'occuper le plus souvent des emplois peu rémunérés et sont peu nombreuses dans les fonctions de direction. Les exploitations gérées par des femmes sont aussi souvent de taille plus modeste que celles dirigées par leurs homologues de sexe masculin.

L'emploi des femmes en-dehors de l'exploitation familiale se heurte par ailleurs aussi à une série d'obstacles: très petit nombre de structures d'accueil pour enfants en bas-âge, de soins aux aînés et de soins de santé; offre de transports publics insuffisante et peu adaptée, couverture haut-débit insuffisante et qualité médiocre de la formation professionnelle et technique.

Les efforts politiques menés depuis des années pour promouvoir et renforcer l'égalité hommes-femmes dans les zones rurales de l'UE ont permis à certains États membres d'enregistrer de réels progrès sur ce front, mais d'autres sont toujours à la traîne. Les femmes des zones rurales désireuses de créer leur entreprise rencontrent de nombreux obstacles, le plus souvent en termes d'accès au crédit et de participation aux processus décisionnels agricoles et ruraux, auxquels s'ajoutent les trop rares réseaux de soutien par les pairs.



**Marta Rosa** est conseillère en politiques au Copa, le Comité des organisations professionnelles agricoles de l'UE.  
[Marta.Rosa@copa-cogeca.eu](mailto:Marta.Rosa@copa-cogeca.eu)

(1) Selon les chiffres Eurostat, les membres de la famille représentent 41,7% de la main-d'œuvre totale des exploitations agricoles européennes.

### Prix de l'innovation 2016 pour les agricultrices

En octobre 2016, la Commission féminine du Copa-Cogeca a présenté la quatrième édition de ses prix de l'innovation pour les agricultrices, autour du thème « Les agricultrices, moteurs de l'innovation et de la croissance verte dans l'Union européenne ».

La premier Prix de l'innovation pour les agricultrices du Copa a été décerné à Margaret Farrelly (photo) de l'Association des agriculteurs irlandais (Irish Farmers Association, IFA). Ce prix récompense son entreprise innovante d'élevage de volaille en plein air, un petit élevage de 150 poules seulement en 1987 qui compte aujourd'hui 168 000 poules et qui réalise un chiffre d'affaires de 6,2 millions d'euros et emploie 33 personnes. Margaret Farrelly a développé plusieurs produits et innovations commerciales; elle a notamment investi dans la production d'œufs « Mega », naturellement enrichis, via l'alimentation de la volaille, en oméga 3, en sélénium et en vitamine E.

Un Prix spécial a également été décerné à Lisa Paganelli qui récompense son utilisation innovante de la mycorhize dans la production agricole symbiotique – pour ses avantages nutritionnels et de santé – et le développement du consortium Bio Valbidente.



© www.thinkbusiness.ie

### SOUTIEN AUX FEMMES DES ZONES RURALES PAR LE BIAIS DES PDR

Pour avancer et progresser, les femmes doivent être encouragées et soutenues. À cet égard, il y a surtout lieu de promouvoir leur esprit d'entreprise. Toutefois, la mise en œuvre des politiques de développement rural dans les États membres ou les régions n'exploite pas encore pleinement les avantages que les femmes peuvent offrir, en termes de viabilité et de développement des zones rurales.

Les PDR sont potentiellement très bien placés pour donner un coup de pouce aux femmes entrepreneurs des zones rurales, notamment en leur offrant une aide à la **diversification des activités agricoles**, au niveau des exploitations familiales ou d'autres formes d'entreprises rurales.

L'amélioration de l'aide à la création d'entreprises – aux hommes et aux femmes – dans des secteurs comme le tourisme rural, les produits locaux et les services écosystémiques – peut être un volet clé de la stratégie visant à promouvoir une croissance économique plus soutenue en Europe.

À travers les PDR, nous pouvons améliorer l'accès au **financement ou aux subventions** pour les femmes qui se lancent dans la création de petites et moyennes entreprises rurales et leur proposer des **cours de formation adaptés**, axés sur le développement d'entreprise, l'identification de produits, le tourisme, le développement des compétences en informatique et les aspects financiers de l'entreprise.

La création d'un environnement propice à la participation des femmes à l'emploi et à la création d'entreprises dans les zones rurales suppose également d'améliorer, quantitativement et qualitativement, l'offre de **structures d'accueil pour les enfants** dans les zones rurales et d'autres services, notamment l'accueil des aînés et les services de soins de santé.

La **mesure LEADER** peut être un instrument particulièrement utile pour associer activement les femmes au développement rural, que ce soit au niveau communautaire ou de l'innovation en entreprise. Faire de l'égalité des chances une réalité dans les conseils d'administration des groupes d'action locale LEADER pourrait aussi renforcer le rôle des femmes dans les processus décisionnels et de planification au niveau local tout en améliorant les opportunités offertes aux femmes.

### INSPIRER LES FEMMES DES ZONES RURALES

Les femmes des zones rurales doivent « sortir de l'ombre » et contribuer à la lutte contre le déclin des campagnes. Pour les y aider, il est essentiel de mettre en avant le rôle économique et social positif des femmes dans l'agriculture et d'inciter la plupart d'entre elles à exploiter au maximum leur potentiel économique.

La Commission féminine du Copa joue un rôle essentiel en mettant en avant l'importance des agricultrices et des exploitantes agricoles et les défis auxquels elles doivent faire face.

Dans ce domaine, ses « Prix de l'innovation pour les agricultrices » bénéficient d'une grande visibilité (voir encadré ci-dessus). Avec cette initiative, le Copa souhaite mettre mieux en avant la façon dont les femmes contribuent à la création d'un secteur agricole plus dynamique et plus innovant et stimuler l'adoption de nouvelles pratiques durables et innovantes.

#### POUR EN SAVOIR PLUS

« Gender in Agriculture and Rural Development » (Égalité hommes-femmes dans l'agriculture et le développement rural), Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes, 2017: <http://eige.europa.eu/rdc/eige-publications/gender-agriculture-and-rural-development>

## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

## Renouvellement des générations

Alan Jagoe

Le 25 janvier 2017, le CEJA et le Point de contact du REDR ont organisé conjointement un atelier majeur sur le « Renouvellement des générations grâce au développement rural ». L'évènement avait pour thème la question urgente de la pérennité de l'agriculture à travers les générations.



**Alan Jagoe**  
jeune agriculteur irlandais, est le président du CEJA, le Conseil européen des jeunes agriculteurs.  
[office@ceja.eu](mailto:office@ceja.eu)

**QUEL EST L'ENJEU ?**

Les agriculteurs européens ont longtemps été des acteurs essentiels de la croissance et de la prospérité de l'UE. Ces agriculteurs qui nous ont précédés ont servi l'Europe d'une façon qu'il y a lieu de reconnaître.

Ces agriculteurs ont travaillé dur pendant de nombreuses années et ils ont accompli des réalisations majeures. Mais beaucoup sont aujourd'hui à un stade de leur vie où ils aimeraient se retirer. Il est donc capital que nous mettions au point une méthode qui leur permette de cesser leur activité et c'est ici qu'intervient la notion de renouvellement des générations.

Pour dire les choses simplement, le renouvellement des générations dans le secteur de l'agriculture doit être considéré comme absolument nécessaire au maintien d'une production alimentaire viable et à l'amélioration de la capacité d'innovation, de la compétitivité et de la pérennité

du secteur. Nous avons besoin de nouveaux agriculteurs pour prendre la relève des aînés qui cessent leur activité, et, dans certains cas, pour moderniser leurs méthodes et leur production.

Même s'il s'agissait du premier évènement organisé conjointement par le CEJA et le REDR, ce n'est pas la première fois que nous avons travaillé ensemble sur des thèmes clés d'actualité. Il est temps que nous donnions la priorité au renouvellement des générations dans le contexte d'une réforme de la politique agricole commune (PAC) qui vise à transformer la gestion du secteur en Europe.

**FACILITER LE RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS**

Nous nous trouvons actuellement dans une situation où les bonnes terres agricoles sont rares et où les jeunes agriculteurs dépendent de la transmission des terres appartenant aux exploitations existantes. Pour que leurs



*Le renouvellement des générations dans le secteur de l'agriculture est absolument nécessaire au maintien d'une production alimentaire pérenne et viable.*

exploitations se modernisent et deviennent plus concurrentielles, ces jeunes ont également besoin d'un soutien aux investissements initiaux et d'un accès au crédit, aux conseils commerciaux et à la formation.

Les responsables politiques sont conscients de la nécessité d'ouvrir le débat, mais nous pouvons faire encore plus. La promotion du renouvellement des générations dans le secteur agricole est l'un des domaines prioritaires des programmes de développement rural pour la période 2014-2020, et cette priorité est actuellement au cœur de notre travail au sein du CEJA.

Dans le contexte actuel, les défis et obstacles que rencontrent les jeunes agriculteurs semblent insurmontables sans un soutien approprié, mais nous voulons que ce soutien leur soit réellement offert.

Si nous sommes parfois découragés par la situation qui est la nôtre, je garde bon espoir. Vu le vif intérêt manifesté par nos parties prenantes et le nombre considérable de jeunes agriculteurs venus de toute l'Europe pour s'engager à nos côtés, je pense pouvoir affirmer sans me tromper que les membres du CEJA et moi-même sommes impatients de participer activement aux débats sur l'avenir de l'Europe.

#### Juha Tenho

Vice-Président du CEJA, Finlande



Nous devons nous rappeler que la production alimentaire dépend de l'existence d'exploitations rurales. En l'absence d'une nouvelle génération d'agriculteurs, ces exploitations disparaîtront, et avec elles, les denrées qu'elles produisent. Les jeunes doivent pouvoir démarrer leur entreprise quand ils sont encore plein d'énergie et de nouvelles idées. Dans le cas contraire, le risque est très grand qu'ils optent pour une autre carrière et qu'ils ne deviennent jamais agriculteurs.

Nous devons donc développer des instruments qui aident les jeunes et les aînés respectivement, à rejoindre et à quitter, le secteur. Si nous voulons aider le secteur agricole européen à devenir plus productif, nous devons aider les nouvelles générations à améliorer notre modèle d'agriculture et à protéger le dynamisme de nos campagnes et le bien-être animal.



#### Jannes Maes

Vice-président du CEJA, Belgique

Pour continuer à approvisionner les communautés en produits alimentaires et services liés à notre modèle européen d'agriculture familiale, il faut inciter davantage de jeunes à entrer dans le secteur agricole. Il s'agit là d'une nécessité vitale pour les jeunes agriculteurs, mais aussi pour l'Union européenne dans son ensemble. Il nous appartient de transmettre aux décideurs politiques des informations sur les problèmes d'accès à ce secteur et de leur suggérer des solutions possibles.



#### Radoslaw Nienartowicz

Vice-président du CEJA, Pologne

Le renouvellement des générations doit être au cœur de tous les débats et de toutes les réflexions au niveau européen. Il est essentiel de mettre en place un projet solide et clair permettant aux jeunes et aux anciennes générations de faire ce qu'ils souhaitent faire, en proposant à ceux qui désirent quitter le secteur une stratégie de sortie viable et des possibilités d'accès à ceux qui en ont besoin.

#### Alice Cerutti

Vice-présidente du CEJA, Italie



Le renouvellement générationnel est essentiel pour les jeunes agriculteurs. Ce renouvellement est indispensable pour garantir l'avenir des exploitations agricoles européennes et, partant, la production viable d'aliments sûrs, nécessaire à une population en expansion.

C'est un fait que les jeunes agriculteurs investissent davantage dans l'innovation, les technologies et les produits de qualité tout en étant plus respectueux de l'environnement. La compétitivité de notre secteur et de nos produits ne pourra être garantie qu'en améliorant les conditions et les mesures de nature à assurer le renouvellement des générations. Avec, à la clé, un énorme avantage potentiel pour l'ensemble de la population européenne.

#### POUR EN SAVOIR PLUS

- [www.ceja.eu](http://www.ceja.eu)
- [http://enrd.ec.europa.eu/thematic-work/generational-renewal\\_en](http://enrd.ec.europa.eu/thematic-work/generational-renewal_en)

## QUESTIONS RURALES, PERSPECTIVES RURALES

# La sylviculture aux multiples fonctions, à l'instar d'un couteau suisse

Emma Berglund

Nous avons besoin, plus que jamais sans doute, de forêts remplissant de multiples fonctions. Cet objectif exige de mieux reconnaître et d'encourager les millions de personnes et de familles responsables de la gestion des forêts. La coopération des propriétaires forestiers actifs sur le terrain est en effet indispensable pour que les citoyens puissent profiter des multiples avantages offerts par les zones forestières européennes.



Emma Berglund est secrétaire générale de la CEPF, la confédération européenne des propriétaires forestiers.  
[emma.berglund@cepf-eu.org](mailto:emma.berglund@cepf-eu.org)

## DES FORÊTS « MULTIFONCTIONS »

Dans les zones rurales surtout, les forêts jouent un rôle multifonctionnel essentiel. Une forêt gérée dans le respect du développement durable est en réalité aussi « multifonctions » qu'un couteau de l'armée suisse; ses impacts sociaux, économiques et environnementaux sont multiples et elle contribue au maintien de zones rurales durables et viables.

Les forêts européennes assurent environ 3,5 millions d'emplois verts, ainsi que du bois durable et des énergies renouvelables. Elles contribuent ainsi à la croissance économique rurale et assurent en même temps de multiples services écosystémiques. Elles soutiennent par ailleurs la biodiversité, garantissent la propreté de l'eau et en régulent le débit. Elles offrent bien sûr aussi de nombreuses possibilités de loisirs.

## DES FORÊTS PRÊTES POUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique est l'un des principaux défis pour la société et pour le secteur forestier en particulier. Si ce phénomène met de plus en plus sous pression nos forêts, et partant, nos propriétaires forestiers, la lutte contre le changement climatique passe nécessairement par les forêts. Et cela, c'est une bonne nouvelle!

Des forêts en expansion et gérées dans le souci du développement durable peuvent apporter une contribution essentielle en termes de séquestration du carbone et d'approvisionnement en énergies renouvelables et biomatériaux durables. La priorité doit donc être donnée au soutien et au développement de forêts prêtes pour le changement climatique.

« Wald.Klima.Fit » – un projet qui a bénéficié du soutien du PDR autrichien – illustre très bien comment nous pouvons

*Les forêts européennes peuvent être au cœur de la réponse au changement climatique*



© Wald.Klima.Fit

aider les sylviculteurs et propriétaires forestiers à préparer leurs forêts au changement climatique. À l'instar de Wald.Klima.Fit, nous devons les conseiller sur des thèmes comme le choix des espèces d'arbres, les mesures de soins sylvicoles, la récolte de bois et la régénération naturelle.

## LES FORÊTS DANS LA PAC DE DEMAIN

Pour que les forêts remplissent leurs multiples fonctions, le secteur forestier doit absolument être compétitif et économiquement viable. Cette nécessité doit être reconnue dans le débat qui se tient actuellement sur l'avenir de la PAC et de la politique de développement rural de l'UE, lesquelles doivent inclure la promotion de la compétitivité du secteur forestier dans leurs objectifs et leurs priorités.

Il faut absolument introduire des mesures forestières qui encouragent une gestion active et durable des forêts en vue de l'adaptation au changement climatique. L'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ce phénomène vont de pair et doivent bénéficier d'une priorité absolue.

Le soutien au secteur forestier est donc la première étape vers la création d'un avenir meilleur dans les zones rurales. Mais il faut voir plus loin encore et bien comprendre que les propriétaires forestiers européens peuvent être une partie de la solution aux nombreux défis que rencontre aujourd'hui l'Europe.

**i** POUR EN SAVOIR PLUS

CEPF: [www.cepf-eu.org](http://www.cepf-eu.org)

Wald.Klima.Fit: [www.waldverband.at](http://www.waldverband.at)

À LA UNE... L'INCLUSION SOCIALE

INTRODUCTION

# Les défis de l'inclusion sociale dans l'Europe rurale

La sixième priorité de la politique européenne de développement rural est de « promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales ».

La lutte contre la pauvreté rurale est aussi une mesure essentielle pour la réalisation de l'objectif ambitieux de l'Union européenne: protéger au moins 20 millions de personnes contre le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale entre 2010 et 2020.

Dans cet article introductif, nous passons en revue les défis de l'inclusion sociale dans l'Europe rurale. Nous présentons les récents taux d'« exposition au risque de pauvreté »<sup>(1)</sup> en Europe et examinons ensuite les principales causes expliquant les problèmes d'inclusion sociale en milieu rural.

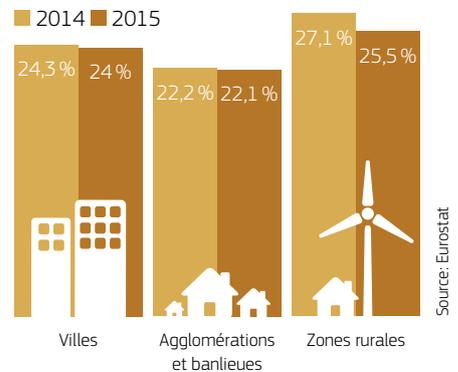
TAUX DE PAUVRETÉ DANS L'UE

Dans les zones rurales de l'UE, plus d'une personne sur quatre est considérée comme étant exposée au risque de pauvreté et d'exclusion sociale. Comme le montre la Figure 1, le taux moyen d'exposition au risque de pauvreté est légèrement supérieur dans les zones rurales que dans les villes, les agglomérations et les banlieues.

Les données ventilées pour chacun des 28 États membres donnent cependant une image plus révélatrice des risques de pauvreté dans les zones rurales européennes (voir Figure 2).

Dans de nombreux États membres du sud et de l'est de l'Europe, la pauvreté rurale s'accompagne de défis particuliers – ce phénomène va ainsi souvent de pair avec un pourcentage élevé d'agriculture de subsistance ou de semi-subsistance. Cette spécificité se traduit non seulement par des taux d'exposition au risque de pauvreté rurale

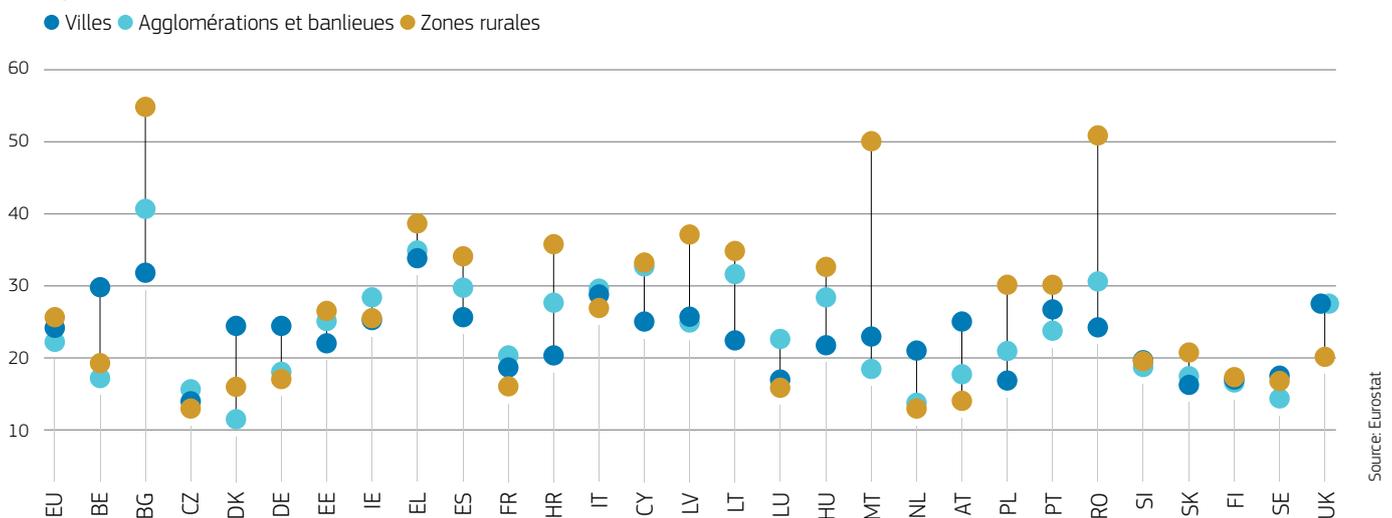
Figure 1. Population de l'UE confrontée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, par niveau d'urbanisation



plus élevé que dans les pays du centre, du nord et de l'ouest de l'Europe mais est aussi à l'origine d'un réel clivage urbain-rural.

En revanche, dans certains des pays de l'UE-15 – y compris l'Autriche, les Pays-Bas et l'Allemagne – les taux de pauvreté sont moins élevés dans les zones rurales que dans les zones urbaines, même si cette différence est souvent minime.

Figure 2. Habitants confrontés au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, par niveau d'urbanisation et par pays, 2015



(1) Le taux d'exposition au risque de pauvreté n'est pas un indicateur absolu de pauvreté ou de privation; il mesure plutôt le pourcentage de personnes à faible revenu par rapport aux autres habitants du pays.

## CAUSES D'EXCLUSION DANS LES ZONES RURALES

Des études ont examiné les principaux taux de pauvreté et identifié, sur cette base, une série de facteurs étroitement liés à l'origine de risques particuliers d'exclusion sociale et de précarité dans les zones rurales. Ces conclusions ont été résumées, en ces termes, dans un récent briefing du Parlement européen<sup>(1)</sup>: « La pauvreté rurale... est en lien avec les désavantages spécifiques aux zones rurales, parmi lesquels une situation démographique défavorable, un marché du travail moins solide, un accès limité à l'éducation ainsi que l'éloignement et l'isolement rural ».

### ATELIER DU REDR SUR L'INCLUSION SOCIALE

Dans le cadre des travaux sur l'inclusion sociale facilités par le Point de contact du REDR, un atelier a récemment été organisé (février 2017) autour du thème des plateformes sociales dans l'Europe rurale (« Social Hubs in Rural Europe »).<sup>(3)</sup>

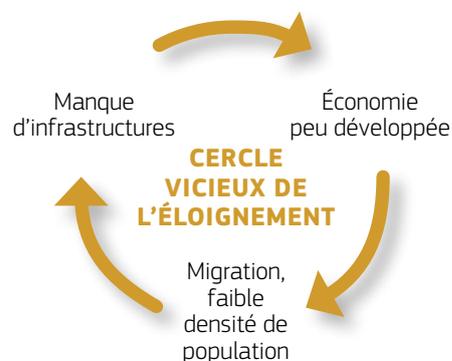
L'atelier s'est articulé autour de plateformes de débats et d'échange sur divers aspects de l'inclusion sociale et de la démographie, notamment les jeunes (voir p. 34); les migrants et les réfugiés (voir p.36); et le rôle des femmes dans les zones rurales (voir p. 24). D'autres plateformes d'échange ont permis aux participants de se pencher sur la question des Roms dans les zones rurales (voir édition printemps 2016 de Rural Connections) et sur le rôle des arts et de la culture (voir édition automne 2015, printemps 2016 et automne 2016 de Rural Connections).

#### POUR EN SAVOIR PLUS

Visitez la page sur l'inclusion sociale dans la rubrique « Travail thématique du REDR » du site web.

Un rapport de la Commission européenne a épinglé ces mêmes facteurs, et les a identifiés comme étant à la base des quatre cercles vicieux de la pauvreté rurale<sup>(2)</sup> (voir exemple illustré par le diagramme).

Pour s'attaquer efficacement à l'exclusion sociale dans les zones rurales, il y a lieu de briser ces quatre cercles vicieux du désavantage rural. Bonne nouvelle cependant, les approches capables de mobiliser efficacement les investissements dans les infrastructures ou le capital humain (par exemple) peuvent créer des cercles vertueux, source de nouveaux avantages pour les zones rurales.



**Tom Jones**

Comité économique et social européen

#### Intervenant principal, atelier du REDR sur l'inclusion sociale

« Dans les zones rurales, le phénomène d'exclusion sociale est encore accentué par son invisibilité, la pénurie de services de soutien et l'éloignement géographique des centres de services spécialisés.

Ces désavantages économiques peuvent être encore aggravés par l'exode des jeunes... la disparition de services publics de support ou privés... les fractures au sein des communautés et d'autres formes d'exclusion.

Il faut y ajouter, un sentiment de fatigue, de résignation passive... perceptible dans de nombreuses communautés. Nous devons identifier les signes de repli, être à l'écoute et prêter attention à ceux qui se taisent.

#### L'atelier du REDR sur l'inclusion sociale a débouché sur une série de conclusions, les principales étant les suivantes :

- L'inclusion sociale est un processus à long terme qui dépasse souvent la durée des programmes officiels ;
- Les approches doivent répondre à divers besoins ; toutefois, l'intégration concerne au final l'ensemble de la communauté, et ne se limite donc pas à des groupes cibles spécifiques ;
- L'approche de partenariat ainsi que la communauté et les échanges entre acteurs clés revêtent une importance essentielle.

(1) [www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2017/599333/EPRS\\_BRI\(2017\)599333\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2017/599333/EPRS_BRI(2017)599333_EN.pdf)

(2) <http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=2087&langId=en>

(3) [http://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/enrd-workshop-social-inclusion\\_en](http://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/enrd-workshop-social-inclusion_en)

À LA UNE... L'INCLUSION SOCIALE

## RAPPORT

# Que peut faire LEADER/CLLD ?

Diverses mesures des PDR peuvent contribuer aux objectifs de la politique européenne de développement rural - inclusion sociale, réduction de la pauvreté et développement économique dans les zones rurales (Priorité 6). Parmi celles-ci, les mesures de soutien aux investissements physiques, aux services de base et au renouveau des villages, auxquelles s'ajoute la coopération.

Un atelier du REDR organisé en mars 2016<sup>(1)</sup> s'est intéressé spécifiquement au rôle que les approches territoriales ascendantes, comme LEADER et le développement local mené par les acteurs locaux (Community-Led Local Development, CLLD), peuvent jouer dans la lutte contre les problèmes de pauvreté et la promotion de l'inclusion sociale dans les zones rurales. Le thème LEADER/CLLD a donc été à l'ordre du jour de toutes les « plateformes sociales » de l'atelier 2017 du REDR.

Le travail thématique du REDR a mis en avant le fait que l'approche LEADER/CLLD peut aider à identifier des problèmes spécifiques au niveau local, à s'y attaquer en mettant en œuvre des mesures personnalisées, et à faire le lien entre les différents acteurs dont l'intervention est nécessaire pour mettre au point des solutions plus efficaces.



© Ralf Lienert, Union européenne, 2016

LEADER a toujours donné la priorité au développement territorial. Les stratégies LEADER se sont donc davantage concentrées sur le développement des zones rurales que sur l'inclusion des personnes défavorisées. Toutefois, les actions menées au titre de LEADER ont souvent inclus des mesures clairement axées sur l'inclusion sociale, avec, à la clé, des réalisations majeures.

Les activités LEADER ont permis d'accumuler une expérience considérable et de réelles connaissances sur la façon de relever au mieux les défis d'inclusion sociale au niveau local, notamment en améliorant l'accès à l'emploi et en soutenant l'offre de services de base dans les zones rurales.

En outre, la politique de développement rural 2014-2020 a permis d'introduire, par le biais du CLLD, une nouvelle approche de développement local, qui offre de nouvelles possibilités de promouvoir directement l'inclusion sociale et de manière intégrée, en faisant intervenir d'autres fonds structurels et d'investissement européens. À cet égard, il y a lieu de souligner que le Fonds social européen soutiendra à présent le CLLD dans certains États membres.

### EXPLOITER AU MAXIMUM LEADER/CLLD

Recommandations thématiques du REDR pour maximaliser l'impact de LEADER sur l'inclusion sociale:<sup>(2)</sup>

- les groupes victimes d'exclusion doivent être représentés dans les groupes locaux et être pleinement associés à l'élaboration de la stratégie.
- Les critères et procédures de sélection des projets doivent être adaptés de façon à garantir aux groupes défavorisés un accès équitable.
- Le renforcement des capacités et l'animation doivent faire l'objet d'investissements ciblés.
- Les groupes d'action locale (GAL) doivent utiliser leurs propres activités pour établir des liens avec d'autres agences de soutien et participer au développement de trajectoires de soutien intégrées.
- Les objectifs et les buts des GAL doivent être fixés de façon à refléter les capacités et les besoins réels des groupes vulnérables.

(1) [http://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/enrd-workshop-leaderclld-and-networking-support-social-inclusion\\_en](http://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/enrd-workshop-leaderclld-and-networking-support-social-inclusion_en)

(2) [http://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/w8\\_factsheet1\\_leader\\_clld.pdf](http://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/w8_factsheet1_leader_clld.pdf)

## INTÉGRATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Il existe de nombreux exemples de projets LEADER qui ont réalisé avec succès l'inclusion sociale par le biais d'initiatives axées sur la création de possibilités d'emploi et/ou la préparation à l'intégration future sur le marché du travail, par exemple par le biais de mesures de développement des compétences ou l'analyse de l'offre et de la demande sur le marché du travail.

### GROWBIZ (ÉCOSSE, R.-U.)

Un réseau de conseils aux entreprises a utilisé un projet LEADER pour mettre au point une méthode – impulsée par la communauté – de soutien aux entreprises dans la région rurale du Perthshire, en Écosse.



© Union européenne, Kelly McIntyre

Cette approche, axée sur le soutien par les pairs et le renforcement de la confiance des entreprises, a rapproché les services de conseils des entreprises rurales, leur évitant de devoir se rendre dans la ville la plus proche pour bénéficier de ces conseils.

Divers services de soutien ont été proposés, parmi lesquels des séances informelles permettant aux (futurs) entrepreneurs locaux de rencontrer d'autres créateurs ou gestionnaires d'entreprises. Un réseau de bénévoles prêts à partager leurs compétences et à aider leurs pairs à réaliser leurs objectifs a également été mis en place.

Le projet a mis en place un conseil de bénévoles composé de dix habitants (maximum) de la communauté locale et a désigné un coordinateur d'entreprise au niveau local. Des séances de soutien individualisé ont été proposées afin d'identifier les besoins d'aide au démarrage des nouveaux entrepreneurs.

#### Financement

- Budget total : 627 050 €
- FEADER : 166 360 €
- National/régional : 268 735 €
- Privé : 107 494 €
- Autre : 84 459 €

Période : 2009-2016

<http://growbiz.co.uk>

### VILLAGE GOODIES (POCIŪNĖLIAI, LITUANIE)

Ce projet LEADER lituanien a aidé un groupe de femmes du petit village défavorisé de Pociūnėliai à tirer davantage de revenus de la vente de leurs fruits et légumes biologiques.

Le projet a lancé la marque « Village goodies » et a conçu une ligne d'emballages, des bons de commande, des dépliants d'information et un site web. Il a aussi fait rénover les locaux de travail afin qu'ils respectent les exigences en matière d'hygiène et a fait l'acquisition d'installations essentielles, notamment un appareil de séchage afin de prolonger la durée de conservation des produits. Après quelques tests, les participantes ont élargi leur gamme de produits, y ajoutant des tisanes et des bonbons aux carottes, aux betteraves et aux potirons.



© Pociūnėliai

Le projet a ainsi développé l'activité principale des femmes dans ce village qui ne leur offrait que peu de perspectives. Certaines femmes avaient déjà commencé à vendre leurs produits bio mais elles n'avaient qu'un accès limité aux marchés. Elles ont donc introduit une demande de financement au titre de LEADER afin de pouvoir coopérer et de travailler ainsi plus efficacement.

#### Financement

- Budget total : 38 647 €
- FEADER : 28 107 €
- National/régional : 7 027 €
- Privé : 3 513 €

Période : 2014-2015

[www.pociuneliai.com](http://www.pociuneliai.com)

### Avantages de LEADER pour l'intégration sur le marché du travail

- Approche de développement des compétences individualisée et personnalisée;
- Conseils sur les possibilités d'aide financière à la création d'entreprise;
- Soutien basé sur la connaissance des difficultés (par ex. chômage, obstacles à l'accès) et des possibilités (par ex. demande) pour entrer sur le marché du travail local;
- Accent mis sur différents groupes en tenant compte de leurs caractéristiques

### TERRE & COMUNI (FROSINONE, ITALIE)

Un projet CLLD axé sur l'intégration des migrants par la formation professionnelle a utilisé le soutien financier des fonds sociaux et de développement rural.

Ce projet a organisé quatre séances de formation au bénéfice de 46 jeunes chômeurs (27 habitants locaux et 19 immigrés) vivant dans le territoire du GAL. L'accent a été mis sur des thèmes clés comme le démarrage d'entreprise, l'agriculture sociale et le financement européen.

Dix participants ont ensuite été sélectionnés pour travailler pendant 100 heures, soit dans les locaux du jardin botanique local soit dans les bureaux du GAL où ils ont participé au travail d'analyse et de recherche sur la situation et les problèmes des migrants au niveau local.

Ce projet a été conçu par une entreprise sociale désireuse d'apporter son soutien à deux centres locaux d'accueil de demandeurs d'asile et de saisir l'occasion d'intégrer les immigrés dans une zone rurale très défavorisée risquant d'être abandonnée.



© Union européenne, Silvia Di Passio

#### Financement

- Budget total : 50 000 €
- PDR (y compris cofinancement du FEADER) : 6 000 €
- Fonds social européen : 44 000 €

Période : 2015

[www.galverla.eu](http://www.galverla.eu)

## ACCÈS AUX BIENS ET AUX SERVICES

LEADER a soutenu de nombreuses initiatives visant à faciliter l'accès des communautés rurales aux biens et aux services de base, comme les services de santé, les possibilités d'éducation et les commerces villageois de proximité.

Ces biens et services sont souvent essentiels, non seulement pour les personnes vulnérables mais aussi pour préserver la vie communautaire et créer un environnement propice à la bonne santé et au développement des entreprises.

### CAFÉ ET CUISINE DANS UN MAGASIN DE VILLAGE (DYRÛN, SUÈDE)

Une toute petite île de Suède a utilisé un projet LEADER pour étendre la gamme de services proposés dans un magasin du village.

Le soutien du FEADER au titre de la mesure LEADER a permis de couvrir en partie le coût de l'aménagement d'une cuisine dans le magasin d'origine et d'agrandir les locaux afin d'y ajouter un espace café. En plus du financement, l'engagement et le dynamisme des insulaires ont été la clé du succès de ce projet. Ceux-ci ont soutenu le projet grâce à leurs suggestions, leurs idées et de nombreuses heures de travail bénévole.

Le tenancier du magasin a ainsi pu ouvrir un café pour accueillir la population locale – 250 résidents et jusqu'à un millier durant l'été, auxquels s'ajoutent les touristes. Le projet a contribué à lever certains obstacles liés à l'insularité de Dyrön et au faible niveau d'activité économique.

#### Financement

- Budget total: 53 106 €
- FEADER: 35 404 €
- National/régional: 17 702 €

Période: 2016-2017

[www.leadertosdrabohuslan.se/godkantprojekt/caffe-och-kok-affaren-pa-dyron](http://www.leadertosdrabohuslan.se/godkantprojekt/caffe-och-kok-affaren-pa-dyron)



© Leader South Bohuslän

### CENTRE D'HIPPOTHÉRAPIE POUR ENFANTS (ST. MARTIN IM MÜHLKREIS, AUTRICHE)



© www.reittherapie-buehbl.at

Le projet LEADER autrichien « Böhübl » a transformé une ferme en centre d'hippothérapie pour enfants et adultes aux besoins spéciaux.

Andrea Enzenhofer, qui a étudié l'hippothérapie, a utilisé le financement pour transformer sa ferme traditionnelle en centre d'hippothérapie, de thérapie occupationnelle, de pédagogie curative et de voltige équestre à des fins thérapeutiques. Elle a créé un centre équestre accessible à tous, a fait l'acquisition de matériel thérapeutique et a lancé une page web.

Un système de sangles permet de hisser sur les chevaux les enfants porteurs d'un handicap tandis qu'un monte-personnes assure le transport du centre équestre au village et vice versa.

#### Financement

- Budget total: 305 700 €
- PDR (y compris le co-financement du FEADER): 88 500 €
- Privé: 217 200 €

Période: 2009-2013

[www.xn--reittherapie-bhbl-g3bb.at](http://www.xn--reittherapie-bhbl-g3bb.at)

#### Offre de services ruraux: les avantages de LEADER

- Offre de services que le marché local ne peut ou ne veut pas fournir en raison de l'éloignement, des difficultés d'accès ou de la faible densité de population – y compris les services ciblés sur les groupes les plus défavorisés;
- Implication d'organisations locales ayant une connaissance approfondie de la population et des problématiques locales;
- Capacité à tester différentes approches afin de proposer des solutions personnalisées;
- Capacité à développer la coopération et le travail en réseau entre les autorités locales, les services sociaux, les entreprises et les communautés locales

### CONNECTER UNE COMMUNAUTÉ RURALE ISOLÉE À L'INTERNET HAUT-DÉBIT (IBIZA, ESPAGNE)

Un projet LEADER a aidé l'association locale de Rafal Trobat à obtenir une couverture à haut-débit sur son territoire qui, jusqu'ici n'était pas raccordé à la téléphonie ni à internet.

Le projet a installé deux antennes générales pour assurer la couverture par internet haut-débit de la région de Rafal Trobat, une plaine d'Ibiza nichée entre les montagnes. De plus petites antennes ont également été installées pour capturer et diffuser le signal des antennes générales dans toutes les maisons éparpillées dans la vallée.

Le projet a ainsi remédié la fracture numérique dont souffraient jusqu'ici les villages traditionnels et très dispersés de la vallée de Rafal Trobat. Les habitants de la région peuvent donc à présent profiter des nouveaux services et des possibilités numériques.



© Leader Eivissa i Formentera

#### Financement

- Budget total: 30 087 €
- FEADER: 11 782 €
- National/régional: 13 191 €
- Privé: 5 115 €

Période: 2012-2013

[www.leadereivissaiformentera.com](http://www.leadereivissaiformentera.com)

## À LA UNE... L'INCLUSION SOCIALE

## INTERVIEW

## Initiatives Jeunesse du South &amp; East Cork Area Development (SECAD), Irlande



## Ryan Howard

Président directeur général, SECAD



## Nuala O'Connell

Responsable du développement, SECAD


**Pour vous, que signifie l'« inclusion sociale » ?**

Certaines personnes ont tendance à croire que les problèmes d'inclusion n'existent pas dans les régions riches. Dans ma région, j'ai même entendu dire: « nous avons de belles routes et une nouvelle gare ferroviaire, alors où est notre problème d'inclusion sociale? »

Il faut savoir que, quelle que soit l'évolution économique d'une région, il y aura toujours des besoins d'inclusion sociale. Chaque ménage, riche ou pauvre, peut avoir une personne connaissant des difficultés sur ce plan. De fait, si je suis pauvre et que mon voisin est riche, cela n'en diminue pas ma pauvreté pour autant. De même, une personne pauvre vivant à côté d'une nouvelle gare ferroviaire a sans doute un meilleur accès au transport mais, si ses moyens ne lui permettent pas de se payer un billet ou qu'elle n'a pas besoin de se déplacer, cette proximité de la gare ne change rien à sa situation.

Pour nous, l'inclusion sociale, c'est agir en faveur des personnes qui n'ont pas accès aux possibilités et aux aides, qui ne franchissent

pas le pas, qui sont incapables de rédiger un plan, qui ont du mal à lire, écrire et compter. C'est aussi agir en faveur des personnes qui ont perdu toute motivation, parfois même pour se lever le matin.


**Quels défis spécifiques en termes d'inclusion sociale avez-vous dû relever dans les parties Sud et Est de Cork?**

Il y a une douzaine d'années, nous avons été confrontés à une situation réellement dramatique. Midleton, notre principale ville commerciale et la plus riche de tout le comté, était la ville enregistrant le taux de suicide le plus élevé d'Europe.

La situation était d'autant plus difficile que de nombreuses personnes ne voyaient même pas cela comme un problème d'inclusion sociale. Mais ceux qui travaillaient sur le terrain, dans la communauté, savaient à quoi s'en tenir: nous avons compris que les systèmes en place ne fonctionnaient pas et que nous ne pouvions pas rester les bras croisés.


**Quelle a été votre approche pour vous attaquer à cette situation si dramatique?**

Notre approche était centrée sur la construction d'une relation avec les jeunes basée sur la confiance, pour que ceux-ci s'approprient le processus d'emblée. Nous avons voulu établir un cadre de communication avec les jeunes afin de leur permettre d'être créatifs. Nous allions trouver les jeunes de notre région pour leur poser cette question: « par quel moyen pouvez-vous vous exprimer? ».

Par ailleurs, l'un des aspects capitaux de chaque activité consistait à trouver les bons partenaires, notamment ceux qui pouvaient offrir des financements, ainsi que ceux qui étaient susceptibles de gérer le projet et de le mener à bonne fin. Condition sine qua non, les jeunes devaient avoir confiance dans les partenaires impliqués.

En outre, nous avons commandé à l'Université de Cork une étude portant sur 900 jeunes, qui a généré un rapport intitulé « Où allez-vous quand vous sortez? ». Les conclusions de ce travail nous ont clairement montré la voie à

suivre et souligné le besoin des jeunes d'avoir un espace bien à eux – pas seulement pour jouer à des jeux mais aussi pour mener des discussions sérieuses, pour s'entraider et proposer des services de soutien.

Par la suite, nous avons mis en place dans le sud et l'est de la ville un conseil de jeunes qui leur offrait un forum permettant d'exprimer leurs avis sur les thématiques locales.



### Quels types d'activités avez-vous organisés ?

Le « Cork Young Filmmakers Project » en particulier a connu un grand succès. Il consistait en un partenariat direct entre le SECAD et notre autorité locale, le Cork County Council Arts Office. Nous avons offert un financement pour des ateliers de formation technique destinés aux jeunes qui étaient en contact avec les services sociaux et d'autres jeunes de la communauté en général.

Pendant un atelier étalé sur une semaine entière, des jeunes ont découvert tout le travail de création d'un film, même la rédaction du script et divers rôles techniques. L'aspect extrêmement positif était que, sous des dehors de formation pratique, ce projet a aussi permis aux jeunes de s'exprimer. De plus, comme ils revenaient chaque été à cet atelier, nous pouvions voir grandir leur confiance et leurs compétences.

Jusqu'à présent, plus de 1000 jeunes ont suivi tout le programme. Chaque année, grâce aux deux festivals du film qu'il y a ici, les jeunes ont l'occasion de regarder les films de tous les participants. Certains choisissent des thèmes très sérieux, comme la consommation de drogue dans la communauté ou la santé mentale, et d'autres traitent de sujets plus légers ou amusants. L'ambiance est merveilleuse.



### Comment avez-vous utilisé l'aide des PDR ?

En tant que groupe d'action locale, le SECAD a pu allouer une aide aux projets LEADER s'inscrivant dans la stratégie de développement local convenue. En plus de son soutien au projet de création de film et à un projet assez semblable intitulé « East Cork Music Project », axé sur les compétences



© SECAD

*Le South and East Cork Area Development (Zone de développement Cork Sud et Est - SECAD) est une société de développement local qui travaille en partenariat avec des agences publiques, des autorités locales, le secteur communautaire et des partenaires sociaux afin de mener à bien divers programmes de développement local.*

de création et de production musicale, LEADER a permis d'offrir une formation en animation jeunesse dans le cadre de la composante éducative.

Les investissements en capital ont aussi été une utilisation importante de fonds au titre de l'approche LEADER, par exemple pour transformer une caserne de pompiers désaffectée en un centre communautaire et de jeunesse flambant neuf, baptisé « My-Place », à Middleton. Le SECAD a alloué 23000 euros à un « comité de projet » bénévole pour la conception du centre et l'organisation d'une collecte de fonds et d'autres activités de coordination. Il a ensuite attribué 330000 euros de fonds d'immobilisation sur le total des 800000 euros de coûts de rénovation.

Un partenaire clé au sein du comité de projet a été le Service Jeunesse local, placé sous la direction des « Cloyne Diocesan Youth Services » (CDYS), qui disposent désormais d'un bureau dans le nouveau centre. L'excellente coopération des conseils de la ville et du comté a également joué un rôle prépondérant, notamment pour permettre l'utilisation du site.



### Pour conclure, un message ou conseil pour d'autres qui auraient à relever des défis similaires ?

Nous ignorions qu'il nous faudrait 15 ans pour arriver où nous en sommes aujourd'hui,

mais nous étions convaincus que le temps nécessaire allait dépasser celui requis pour un projet ou la période d'un programme LEADER.

S'il y a un message essentiel à retenir, c'est qu'il faut avoir la possibilité et le courage de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies de développement local qui soient suffisamment ambitieuses pour essayer de réaliser des choses impossibles à concrétiser dans le cadre d'un seul cycle de programmation européen.

Autre chose: ne pas s'empresser de dépenser les fonds dans des bâtiments pour les jeunes. Même si l'on a besoin de nouvelles infrastructures, il faut commencer par construire une relation, par renforcer les capacités de la communauté en impliquant des gens de tous âges. C'est sur cette base que les futurs investissements en infrastructures prendront tout leur sens.

Par ailleurs, l'expérience de ces jeunes qui ont suivi le processus d'animation et utilisent maintenant les facilités financées par LEADER est extrêmement précieuse. Grâce à l'appui entre pairs, ces jeunes jouent souvent un rôle crucial en mobilisant et en soutenant d'autres jeunes dans la région rurale.

 POUR EN SAVOIR PLUS

[www.secad.ie](http://www.secad.ie)

## À LA UNE... L'INCLUSION SOCIALE

## INTERVIEW

## Un groupement de RRN sur les migrants et les réfugiés

Le « Groupement de réseaux ruraux nationaux (RRN) sur l'intégration des migrants et des réfugiés » a été mis sur pied lors de la 4<sup>ème</sup> réunion des RRN à Bled, en Slovénie, en mars 2016. Dans un premier temps, quatre unités de soutien du réseau (USR) – celles d'Autriche, de Finlande, d'Allemagne et de Suède – ont commencé à échanger leurs expériences. Depuis lors, d'autres membres se sont joints au groupement, comme les USR grecque et italienne, ainsi qu'un représentant du Parlement rural européen.

Les USR ont, jusqu'à présent, organisé quatre échanges téléphoniques afin de discuter de l'évolution de la situation dans leurs pays et des activités pertinentes des RRN.<sup>(1)</sup>

Elles ont convenu de rechercher et de partager des exemples et des approches couronnées de succès concernant les aides à offrir aux migrants et aux réfugiés dans des domaines tels que l'accès au logement, l'entrepreneuriat et la formation. Elles s'intéressent aux exemples de toutes sortes, quel qu'en soit le mode de financement.

Nous avons posé les deux mêmes questions à quatre représentants du « Groupement de RRN sur l'intégration des migrants et des réfugiés » afin de nous faire une idée de l'orientation et des priorités de leur travail sur ce thème.



**Quelle est la situation actuelle dans votre pays?**



**Quelles actions votre RRN prévoit-il ou est-il déjà en train de mener?**



**Michael Fischer**

USR autrichienne

### Situation actuelle en Autriche

Le nombre de réfugiés arrivant en Autriche a considérablement diminué. Les problèmes auxquels nous avons été confrontés lors des afflux massifs de migrants en 2015 et au début de l'année 2016 ont cessé. La grande préoccupation ne consiste donc plus à décider comment organiser la réponse initiale et l'hébergement. Ce que nous devons faire maintenant, c'est mettre en évidence les effets à long terme potentiellement positifs que la présence des migrants et réfugiés pourrait avoir dans les zones rurales dépeuplées.

Pour rendre cela possible, nous avons compris qu'il fallait mettre en place un soutien transculturel et aider les migrants

à entrer en contact avec les entreprises et les lieux de travail possibles. Deux groupes LEADER travaillent activement dans ce but.

### Actions RRN prévues / en cours

Dans l'USR, nous tâchons d'aider nos GAL en leur offrant de bons exemples, des expériences réussies dans d'autres pays, etc.

Nous gérons un groupe de travail thématique grâce auquel nous établissons des liens entre les zones rurales et la problématique des migrants et réfugiés. Ce groupe de travail réunit des personnes de différents secteurs liés à l'immigration. Les thèmes clés que nous examinons comprennent l'éducation, la formation linguistique et les compétences interculturelles.

Il faut reconnaître que, bien souvent, prôner l'accueil et l'intégration de réfugiés est un geste politique délicat pour un maire local. Nous cherchons des moyens pour que la population rurale locale soit mieux disposée à comprendre la situation des migrants.

(1) Le groupement de RRN a également hébergé, en y contribuant, l'une des plateformes d'inclusion sociale lors de l'événement REDR consacré aux « Plateformes sociales de l'Europe rurale » (9 février 2017).



### Juha-Matti Markkola

USR finlandaise

#### Situation actuelle en Finlande

Selon les statistiques, la Finlande reçoit environ l'équivalent d'un sixième (17%) du nombre de demandeurs d'asile comparativement à 2015. De nombreux centres d'accueil, surtout dans des zones rurales, ferment leurs portes, ce qui est parfois dommage car ils fonctionnaient extrêmement bien.

Il y a, bien sûr, certains habitants et groupes locaux qui sont opposés aux réfugiés, mais ils ne sont pas majoritaires. La situation était plus difficile quand des grands groupes arrivaient sur une très petite période. Aujourd'hui, il ne s'agit plus d'une question politique délicate.

Beaucoup de gens considèrent les GAL comme les acteurs naturels de l'intégration. Nous avons mené une dizaine de projets LEADER consacrés à la problématique de l'immigration, notamment un projet de coopération transnationale qui a été présenté lors de l'atelier du REDR sur l'inclusion sociale tenu à Bruxelles (voir en p. 4).

#### Actions RRN prévues / en cours

L'intégration des migrants n'est plus un thème de grande ampleur pour l'USR. Toutefois, au sein de notre groupe de travail sur l'entrepreneuriat, nous réfléchissons à des questions en rapport avec ce thème, par exemple pour déterminer combien de migrants pourraient être des entrepreneurs ruraux potentiels.

Cette année, au Parlement rural finlandais, une partie du programme international sera consacrée à la thématique de l'immigration en coopération avec le mouvement villageois suédois « All Sweden Shall Live ».



### Maria Christina Makrandreou

USR grecque

#### Situation actuelle en Grèce

La situation s'est fortement améliorée par rapport aux deux années précédentes. Selon les estimations, il y aurait actuellement entre 60000 et 70000 migrants et réfugiés dans le pays.

Il est juste d'évoquer les innombrables histoires d'humanité et de solidarité que nous avons vécues en Grèce. Dans les moments critiques, les populations locales, en particulier celles des îles nord de la mer Égée, ont aidé les réfugiés par tous les moyens possibles.

Quant à la question de l'intégration, on en parle beaucoup et on agit en conséquence. Des ONG internationales et européennes, des groupes de solidarité, des bénévoles et des citoyens actifs ont tous joué un rôle important depuis le début de la crise des réfugiés.

Des initiatives ont été lancées par l'État, les régions et les municipalités concernées. De l'aide est arrivée de l'UE (Fonds « Asile, migration et intégration », Fonds social européen, etc.), de l'ONU et d'autres structures que j'ignore peut-être.

#### Actions RRN prévues / en cours

Nous nous sommes récemment joints au groupement thématique, et nous envisageons de proposer au prochain Comité de coordination des RRN la création d'un groupe thématique qui examine comment le PDR et LEADER/CLLD pourraient apporter une contribution sous la forme d'activités spécifiques.

Nous croyons qu'en connaissant mieux et en cartographiant les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants économiques dans les zones rurales, nous pourrions trouver des idées concernant les actions à entreprendre en synergie avec le FSE.



### Nils Lagerroth

USR suédoise

#### Situation actuelle en Suède

Le pays comptait 165000 demandeurs d'asile en 2015 mais seulement environ 35000 en 2016. De nombreux centres pour demandeurs d'asile situés dans des zones rurales et de petites communautés ferment maintenant leurs portes.

Le problème est que ceux qui reçoivent l'autorisation de rester doivent souvent partir vers une autre région. Cette situation peut engendrer des frustrations et contrarier à la fois les réfugiés et la population locale lorsque les demandeurs d'asile se sont relativement bien intégrés à la vie locale, par exemple en prenant une part active dans des ONG locales ou en envoyant leurs enfants dans les écoles de la région.

Pour permettre aux migrants de rester dans la région où ils sont arrivés, il est essentiel de leur offrir des logements, des filières d'apprentissage et des emplois en milieu rural.

#### Actions RRN prévues / en cours

Le RRN gère depuis presque dix ans un groupe de travail thématique sur l'inclusion sociale des réfugiés et des migrants. Trois des 15 représentants de ce groupe sont eux-mêmes d'anciens réfugiés.

Nous avons dressé un inventaire du logement dans les zones rurales et mené un projet pilote dans cinq municipalités sur les moyens pour les migrants de trouver un logement dans ce type d'environnement. De plus, nous avons réalisé un rapport et une vidéo sur les formations pour migrants dans les écoles d'agriculture, de foresterie et d'horticulture.

Le groupe thématique aide aussi des groupes LEADER à lancer des projets d'intégration et s'emploie à informer les décideurs sur les possibilités d'intégration des réfugiés dans les zones rurales.

## À LA UNE... L'INCLUSION SOCIALE

## INTERVIEW

## Innovation sociale dans les zones rurales marginalisées (SIMRA)



## Thomas Streifeneder

Directeur de l'Institut pour le développement régional à l'EURAC Research, Italie<sup>(1)</sup>


**Qu'est-ce que le projet SIMRA ?**

SIMRA (Innovation sociale dans les zones rurales marginalisées) est un projet financé dans le cadre d'Horizon 2020, le programme-cadre de l'UE pour la recherche et l'innovation. Il vise à combler les lacunes importantes dans la connaissance et la compréhension des moyens visant à renforcer l'innovation sociale dans les zones rurales marginalisées.

Mon institut est l'un des partenaires de ce projet, mené entre 2016 et 2020 sous la coordination du James Hutton Institute, en Écosse, Royaume-Uni.


**Qu'entendez-vous par « innovation sociale » ?**

Le consortium SIMRA définit l'innovation sociale comme le fait de « **reconfigurer les pratiques sociales en réponse à des défis associés à la société, à l'économie ou à l'environnement, en se basant sur des idées et valeurs innovantes** ».

Ces nouvelles pratiques, qui impliquent nécessairement l'engagement volontaire des acteurs de la société civile, comprennent la création de nouveaux réseaux, de nouvelles institutions et dispositions de gouvernance, et cherchent à améliorer les résultats sociétaux, entre autres, en faveur des groupes défavorisés.

Il existe d'autres définitions de l'innovation sociale. Par exemple, le Dr Andrew Copus du

James Hutton Institute, l'a décrite comme « un nouveau mode de prestation d'un service qui ne met pas en œuvre principalement un changement technologique mais une nouvelle façon d'organiser différents acteurs (personnes ou organisations) et la façon dont ils interagissent ».


**Pouvez-vous nous en donner un exemple ?**

La coopérative sociale « Learning-growing-living with women farmers » (*Apprendre-grandir-vivre avec des agricultrices*) a été fondée dans le Tyrol du Sud (Italie) en 2006 afin de fournir des services d'agriculture sociale aux familles de la région. L'idée était d'adopter une approche innovante de la fourniture de services sociaux tout en encourageant des interactions positives avec la nature et l'agriculture.

Le premier service lancé par la coopérative consistait à s'occuper, à la ferme, d'un groupe de six enfants maximum et âgés de 0 à 4 ans. Ce service fourni par une équipe qui compte aujourd'hui 106 travailleuses qualifiées comprend aussi des soins individuels adaptés. Il est résolument axé sur la réponse à la demande, aspect particulièrement important dans ces zones périphériques.

En plus de demi-journées d'activités à la ferme pour les écoliers à partir de six ans, la coopérative propose depuis 2014 des soins aux personnes âgées en réponse à un besoin



© South Tyrolean peasant organisation

*Les nouvelles formes d'organisation communautaire peuvent apporter de réels changements aux habitants.*

local qui ne cesse d'augmenter. À l'heure actuelle, 32 agricultrices offrent ce service à la demande, intégrant activement les personnes âgées dans la vie de la ferme.

L'agriculture sociale est une stratégie de diversification agricole qui encourage des services modernes et innovants orientés sur la famille au bénéfice des personnes vulnérables, autonomise les agricultrices et permet aux habitants des zones rurales périphériques de recevoir un revenu complémentaire. Devant son succès, la coopérative envisage d'étendre ses services à de nouvelles zones et d'organiser de nouvelles activités en faveur des personnes handicapées.

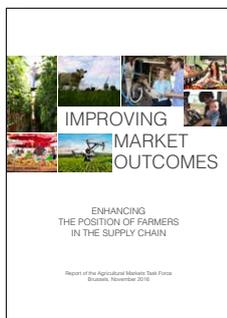

**POUR EN SAVOIR PLUS**

[www.simra-h2020.eu](http://www.simra-h2020.eu)

Un exemple d'agriculture sociale:  
[www.baeuerinnen.it/soziale-landwirtschaft.html](http://www.baeuerinnen.it/soziale-landwirtschaft.html)

(1) La personne interviewée tient à remercier Clare Giuliani, Christian Hoffman et Elisa Ravazzoli, eux aussi chercheurs à l'EURAC Research, pour leurs contributions.

# Livres & publications



## *Improving Market Outcomes*

Renforcer la position des agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement

### Groupe de travail sur les marchés agricoles

Cette publication émet des recommandations politiques et législatives concrètes concernant la chaîne d'approvisionnement alimentaire européenne et énonce des considérations en faveur d'un élargissement du cadre de la politique agricole commune (PAC) après 2020.

Le rapport examine la position des agriculteurs de l'UE dans la chaîne d'approvisionnement et soutient qu'ils « deviennent le principal amortisseur des chocs liés à des risques du marché tels que la volatilité des prix ou des périodes prolongées de prix bas ». En vue d'améliorer cette position, la publication explore en détail des aspects tels que la transparence du marché, la gestion des risques, les pratiques commerciales, l'utilisation des contrats, les règles de concurrence et l'accès au financement. Elle identifie les problèmes clés et fait des recommandations pour y remédier.

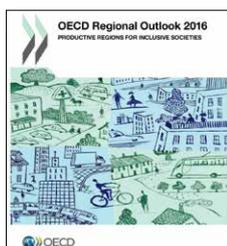
Enfin, le rapport examine les arguments en faveur d'un élargissement du cadre politique pour la période après 2020, sous l'intitulé « politique agricole et alimentaire commune européenne ».

## *OECD Regional Outlook 2016*

Des régions productives pour des sociétés inclusives

### Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Cette publication examine l'écart de productivité croissant entre les régions et ses répercussions sur le bien-être des habitants de différents endroits. Elle explique comment les politiques structurelles, les investissements publics et les réformes de la gouvernance multi-niveaux peuvent contribuer à stimuler la productivité et l'inclusion.

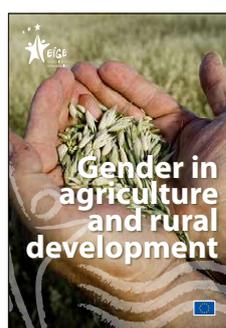


La partie II « Special Focus », consacrée aux zones rurales, étudie différents types de zones rurales et les tendances de leur performance en termes de productivité. Elle prône le passage à la « **politique rurale 3.0** » de l'OCDE, qui consiste à renforcer les avantages compétitifs des communautés locales par des investissements intégrés et des services locaux appropriés, et à encourager la participation locale et un développement de type ascendant. Ce nouveau paradigme politique souligne les approches du développement rural qui vont plus loin que la simple aide agricole pour également reconnaître la diversité des régions rurales et l'importance des liens avec les régions dynamiques.

## *Gender in Agriculture and Rural Development*

### Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE)

Cette publication examine la pertinence du genre et les problèmes d'inégalité dans l'agriculture et le développement rural, et argumente pour l'intégration de la dimension de genre dans le cycle politique.

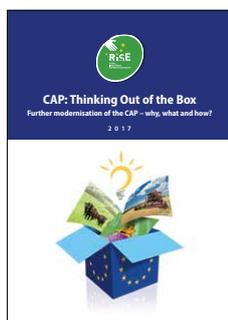


Elle souligne des thèmes tels que l'inégalité de participation, le vieillissement et la masculinisation, l'invisibilité du rôle des femmes et la sous-représentation des femmes en tant que propriétaires

de fermes ainsi que dans la prise de décisions agricoles. Elle examine ensuite les objectifs des politiques d'égalité entre les hommes et les femmes et les initiatives en la matière au niveau de l'UE et à l'échelle internationale.

Enfin, la publication fournit une série diversifiée de ressources et d'exemples pratiques d'« intégration de la dimension de genre dans la politique agricole », notamment dans le cadre des priorités de la politique agricole commune 2014-2020.

ISBN 978-92-9493-584-7



## CAP: Thinking Out of the Box

Une nouvelle modernisation de la PAC: pourquoi, quoi et comment?

**RISE Foundation**

Cette publication envisage une modernisation de la politique agricole commune (PAC) en proposant des actions destinées à simplifier les ressources de politiques et permettre ainsi d'améliorer les aides à la gestion du territoire et des risques.

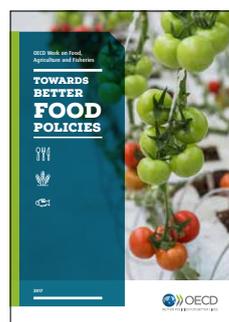
En particulier, le rapport suggère l'adoption d'une structure par paliers repensée, plus intégrée pour les aides à la gestion du territoire, assortie d'objectifs plus clairs concernant les résultats environnementaux visés. De plus, il présente la gamme complète des instruments les plus adéquats pour gérer les risques au niveau de l'exploitation agricole, du marché et, à l'échelon national, pour les périodes de risques de catastrophe.

Le rapport plaide en faveur d'un secteur agricole durable du point de vue économique et environnemental tout en expliquant pourquoi une réforme de la PAC s'impose et en quoi elle pourrait consister.

## Towards better food policies

**Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)**

Cette publication passe en revue les travaux de l'OCDE en matière d'agriculture et de pêche, et fournit les références d'une gamme variée de



recherches et d'analyses sur les thèmes des politiques commerciales et agricoles, de la sécurité alimentaire, de l'innovation, de la viabilité environnementale et de la gestion des risques.

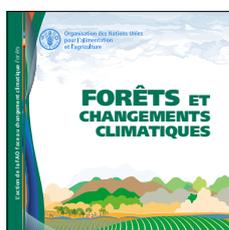
Cette sélection de travaux fondés sur des données probantes a pour but de documenter

les décisions politiques qui encourageraient l'abandon des mesures liées à la production faussant la concurrence pour leur préférer des investissements publics stratégiques à réaliser dans un système alimentaire mondial productif, durable et résilient.

## Publications de la FAO sur le changement climatique

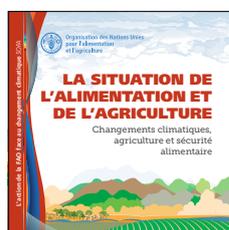
**Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)**

Ces trois publications, disponibles en anglais et en français, se présentent sous la forme d'infographies.



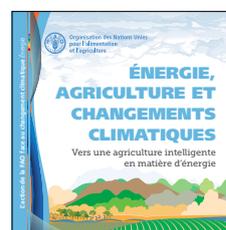
Cette publication offre des données et des statistiques sur les forêts et présente l'impact que les forêts et la sylviculture peuvent avoir sur l'atténuation des effets du changement climatique, ainsi que des informations sur la façon dont les forêts et la sylviculture sont affectées par ce phénomène.

REF I6374Fr/1/10.16



Cette publication passe en revue les effets négatifs du changement climatique sur la production agricole et ses implications pour la sécurité alimentaire. Elle est basée sur les principales conclusions du rapport de la FAO intitulé « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2016 ».

REF I6372Fr/1/10.16



Cette publication explore les diverses utilisations de l'énergie dans la chaîne de valeur alimentaire, ainsi que les moyens d'améliorer l'efficacité énergétique et d'utiliser davantage les énergies renouvelables dans l'agriculture afin de limiter les impacts climatiques négatifs.

REF I6382Fr/1/11.16

# PUBLICATIONS DU REDR

Restez au courant des dernières nouvelles, des points de vue et des évolutions du développement rural européen en lisant les diverses publications du REDR.

Celles-ci sont disponibles dans la section « Publications » à l'adresse <https://enrd.ec.europa.eu> ou en s'abonnant à l'adresse [subscribe@enrd.eu](mailto:subscribe@enrd.eu). Pour plus d'informations, contactez [info@enrd.eu](mailto:info@enrd.eu).

## REVUE RURALE DE L'UE

La Revue rurale de l'UE est la principale publication thématique du REDR. Elle présente les dernières avancées et connaissances sur une thématique particulière ayant trait au développement rural en Europe. Les thèmes vont de l'entrepreneuriat rural et de la qualité alimentaire au changement climatique et à l'inclusion sociale. Elle est publiée deux fois par an en six langues (EN; FR; DE; ES; IT; PL).

### No.23 – Économie verte – Opportunités pour l'Europe rurale



KF-AJ-16-023-EN-C

### N° 22 – Des chaînes d'approvisionnement intelligentes et compétitives pour les produits alimentaires et les boissons



KF-AJ-16-022-FR-C

### N° 21 – Les réponses rurales aux défis en Europe

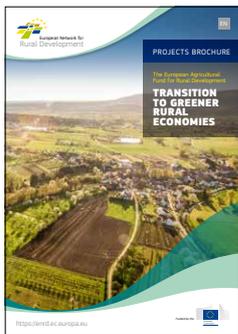


KF-AJ-15-021-FR-C

## BROCHURE DES PROJETS FEADER

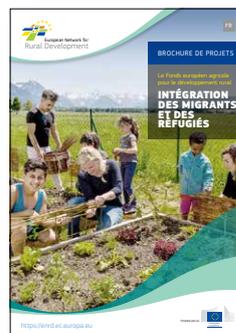
Le REDR publie des brochures présentant des exemples intéressants de projets financés par le FEADER. Chaque numéro met en évidence des exemples de projets fructueux sur une thématique particulière du développement rural. L'objectif des brochures est de mettre en lumière les réalisations du FEADER et d'inspirer des projets futurs. Elles sont publiées en six langues (EN; FR; DE; ES; IT; PL).

### Transition vers des économies rurales plus vertes



KF-04-17-108-EN-C

### Intégration des migrants et des réfugiés



KF-01-16-688-FR-C

### Zones rurales intelligentes et compétitives



KF-04-16-359-FR-C

## COMMENT VOUS PROCURER LES PUBLICATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE?

### Publications gratuites:

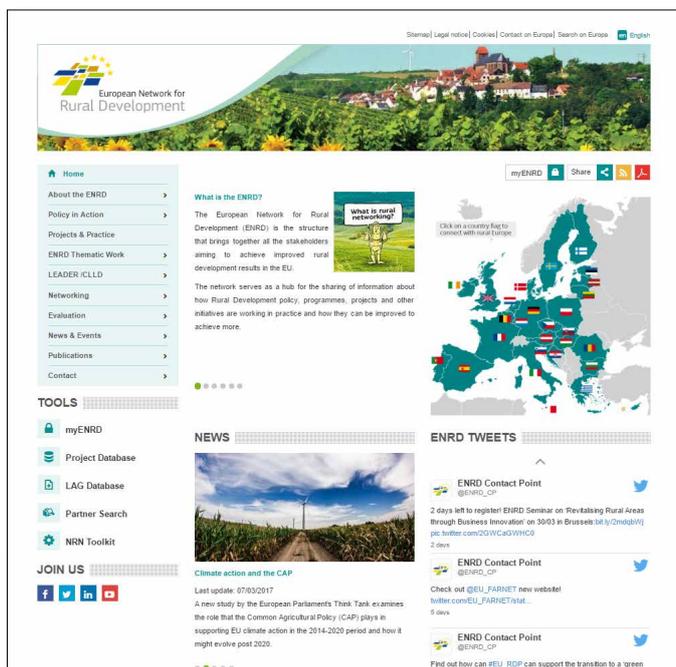
- un seul exemplaire:  
sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- exemplaires multiples/posters/cartes:  
auprès des représentations de l'Union européenne ([http://ec.europa.eu/represent\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/represent_fr.htm)),  
des délégations dans les pays hors UE ([http://eeas.europa.eu/delegations/index\\_fr.htm](http://eeas.europa.eu/delegations/index_fr.htm)),  
en contactant le réseau Europe Direct ([http://europa.eu/europedirect/index\\_fr.htm](http://europa.eu/europedirect/index_fr.htm))  
ou le numéro 00 800 6 7 8 9 10 11 (gratuit dans toute l'UE) (\*).

(\*). Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

### Publications payantes:

- sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).

# Le REDR en ligne



Mettez un « J'aime » à la page Facebook du REDR



Suivez @ENRD\_CP sur Twitter



Regardez les vidéos EURural sur YouTube



Rejoignez le groupe de discussion LinkedIn du REDR



ENRD Contact Point  
Rue de la Loi/Wetstraat, 38 (bte 4)  
1040 Bruxelles/Brussel  
BELGIQUE/BELGIË  
Tel. +32 2 801 38 00  
info@enrd.eu



Office des publications

<https://enrd.ec.europa.eu>



European Network for Rural Development